

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C — 2024/000716]

23 NOVEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon portant des mesures transitoires pour la programmation 2022-2024 du Plan d'investissement mobilité active communal et intermodalité

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité durable et à l'accessibilité, les articles 31/8 à 31/24, insérés par le décret du 24 novembre 2022 relatif à la politique cyclable et modifiant le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales et le décret du 4 avril 2019 visant à généraliser les aménagements cyclables de qualité en Wallonie et à renforcer la sécurité des cyclistes ;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, les articles 58, alinéa 1^{er} et 61 ;

Vu le décret du 21 décembre 2022 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2023 ;

Vu le rapport du 3 octobre 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 mai 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 novembre 2023 ;

Vu l'avis 74.480/4 du Conseil d'État, donné le 11 octobre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant le Code du Développement territorial du 20 juillet 2016 ;

Considérant l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, l'article 5, alinéa 2.

Considérant l'arrêté ministériel du 29 novembre 2021 octroyant une subvention aux villes et communes dans le cadre d'un Plan d'investissement mobilité active communal et intermodalité pour la programmation 2021-2022 ;

Considérant la circulaire du Ministre de la Mobilité du 18 février 2022 relative au Plan d'investissement mobilité active communal et intermodalité 2022-2024 ;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 24 novembre 2021 prenant acte de la volonté d'organiser un droit de tirage « mobilité active et intermodalité » pour un montant global de 210.000.000 euros conformément à la trajectoire du Plan de Relance wallon ;

Considérant qu'une première subvention de 52.000.000 euros a été engagée en 2021 ;

Considérant que sur cette première tranche 27.000.000 euros ont été liquidés en 2021 et 25.000.000 euros en 2022 ;

Considérant qu'une deuxième subvention de 90.000.000 euros a été engagée en 2022 ;

Considérant que sur cette deuxième tranche 53.000.000 euros ont été liquidés en 2022 ;

Considérant que 68.000.000 euros doivent encore être engagés ;

Considérant que l'article 31/24 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales permet d'appliquer des mesures transitoires pour la programmation 2022-2024 ;

Considérant qu'il y a lieu d'intégrer les montants alloués à l'ensemble des communes par l'arrêté ministériel du 29 novembre 2021 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2022 au sein d'une programmation pluriannuelle encadrée par le titre IV/2 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales ;

Sur proposition du Ministre de la Mobilité ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o l'administration : la Direction des Espaces publics subsidiés du Département des Infrastructures locales du Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures ;

2^o la commune : la commune bénéficiaire du droit de tirage, c'est-à-dire toutes les communes situées sur le territoire de la Région wallonne ;

3^o le Ministre : le Ministre qui a la mobilité dans ses attributions ;

4^o la réunion plénière d'avant-projet : la réunion au stade de l'esquisse "crayon" en présence de toute personne susceptible d'apporter une aide à la conception du projet et ayant pour but de garantir la qualité des projets et la sécurité des travaux et d'éviter, sauf cas de force majeure, tous nouveaux travaux dans les délais de garantie prévus au marché sur le périmètre de l'investissement considéré ;

5^o le décret du 1^{er} avril 2004 : le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité durable et à l'accessibilité ;

6^o l'intermodalité : l'utilisation de plusieurs modes de transport au cours d'un même déplacement en vue d'améliorer le confort des usagers en optimisant au mieux leurs déplacements ;

7^o le plan d'investissement : le plan d'investissement mobilité active communal et intermodalité, en abrégé « PIMACI », correspondant au plan d'investissement communal relatif à la réalisation de certaines infrastructures dans le cadre de la mobilité durable au sens du titre IV/2 du décret du 1^{er} avril 2004 ;

8^o le guichet des pouvoirs locaux : l'outil informatique permettant aux communes de transmettre électroniquement à l'administration leurs formulaires et pièces justificatives concernant le plan d'investissement et les dossiers inscrits dans le plan d'investissement ;

9^o le mobipôle : le lieu physique, un « hub » où convergent différentes offres et infrastructures de mobilité. Cette offre, et l'infrastructure qui l'accompagne, peut être de plusieurs formes et sera dimensionnée selon la situation et le contexte local.

CHAPITRE 2. — *Objet de la subvention*

Art. 2. Les communes reçoivent un droit de tirage pour la programmation 2022-2024 du plan d'investissement.

CHAPITRE 3. — *Montant du droit de tirage*

Art. 3. Le montant total du droit de tirage pour la programmation 2022-2024 du plan d'investissement est de 210.000.000 d'euros à répartir entre toutes les communes selon les dispositions prévues à l'article 31/11, § 1^{er}, du décret du 1^{er} avril 2004.

CHAPITRE 4. — *Obligations des communes*

Art. 4. Les communes bénéficient au minimum d'une mise à disposition du bâtiment ou du terrain à aménager pour une durée minimale de vingt ans à dater la transmission du projet visé à l'article 22.

Art. 5. L'affectation des investissements, visés aux articles 13 à 15, reste conforme à une des destinations ou usages qui y sont prévus pendant une période minimale de quinze ans à dater de la réception provisoire des travaux.

A défaut, une récupération de la part du droit de tirage se rapportant à ces investissements est opérée auprès de la commune. Le montant du remboursement est calculé au prorata des années durant lesquelles l'affectation n'a pas été respectée.

Art. 6. La commune informe l'administration si elle a, ou non, sollicité ou obtenu une intervention financière extérieure pour la réalisation du même investissement en application d'autres dispositions légales, réglementaires ou contractuelles.

La commune fournit l'information visée à l'alinéa 1^{er} à l'administration dès qu'elle la connaît.

Il n'y a pas de cumul d'intervention financière sur un même poste d'un même marché.

Art. 7. La commune réalise les aménagements conformément :

1° aux règles du Code du Développement territorial,

2° à la dernière version du Qualiroutes et

3° aux recommandations sur les aménagements de voirie disponibles sur le site internet du Service public de Wallonie.

Art. 8. § 1^{er}. La commune met sur pied un comité de suivi. Le comité de suivi coordonne la conception, la mise en œuvre, et l'évaluation du plan d'investissement, et remet un avis sur tous les projets concernés.

Le comité de suivi est composé de :

1° l'agent communal en charge de la mobilité ;

2° l'agent communal en charge de la mobilité cyclable ;

3° les représentants des services travaux et urbanisme ;

4° le représentant du collège communal en charge de la mobilité ;

5° les représentants locaux des usagers ou des associations d'usagers ;

6° le délégué de la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité, en abrégé « CCATM », pour autant que celle-ci soit constituée.

§ 2. Le comité de suivi est complété des personnes jugées utiles en fonction des différents sujets abordés.

Art. 9. § 1^{er}. La commune réalise des comptages vélos et piétons annuellement sur base des modèles et outils fournis par la Direction de la Planification de la Mobilité du SPW Mobilité Infrastructures et à lui transmettre les résultats.

§ 2. La commune réalise à un inventaire des aménagements cyclables et des stationnements vélo public sur leur territoire, sur base des outils fournis par la Direction de la Planification de la Mobilité du SPW Mobilité et Infrastructures, dans un délai de 2 ans à partir de la fin de la programmation.

Art. 10. Dans tous les cas, que la commune agisse en tant que pouvoir adjudicateur du marché ou non, la validation de l'ensemble des documents transmis aux soumissionnaires doit être effectuée par l'organe compétent du bénéficiaire de subsides.

CHAPITRE 5. — *Eligibilité*

Art. 11. Le montant des investissements éligibles par marché est égal ou supérieur au montant fixé à l'article 5, alinéa 2, de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics.

Art. 12. Seuls les marchés de travaux sont éligibles. Chaque dossier peut utiliser les moyens financiers disponibles de une, deux ou trois thématiques énoncées aux articles 13 à 15.

L'enveloppe dédiée à chaque commune est répartie dans les proportions suivantes :

1° environ vingt pourcent pour les aménagements piétons;

2° environ cinquante pourcent pour les aménagements cyclables;

3° environ trente pourcent pour l'intermodalité.

Section I^{re}. — Aménagements en faveur des piétons

Art. 13. § 1^{er}. Seuls les aménagements suivants sont éligibles :

1° les trottoirs et petits aménagements d'accessibilité pour tous;

2° les rues piétonnes ;

3° les rues scolaires ;

4° les chemins réservés représentés par le signal routier F99 (a, b et c) ;

5° les pistes cyclo-piétonnes représentées par le signal routier D9 ;

6° les cheminements cyclo-piétons représentés par le signal D10 ;

7° les zones de rencontre.

§ 2. Les aménagements réalisés disposent d'un revêtement induré, tel qu'un revêtement béton, en pierres naturelles, en pavés ou encore en hydrocarboné, afin d'offrir le confort nécessaire à tous les usagers piétons et aux personnes à mobilité réduite quelles que soient les conditions météorologiques. Les autres revêtements tels que la dolomie, les fraisats, les revêtements stabilisés ou compactés ne sont pas subsidiabiles.

Section II. — Aménagements en faveur des cyclistes

Art. 14. § 1^{er}. Seuls les aménagements suivants sont éligibles :

- 1° les chemins réservés représentés par le signal routier F99a, b et c;
- 2° les pistes cyclables séparées représentés par le signal routier D7;
- 3° les pistes cyclo-piétonnes représentées par le signal routier D9;
- 4° les cheminements cyclo-piétons représentés par le signal D10;
- 5° les pistes cyclables marquées;
- 6° les rues cyclables;
- 7° les bandes cyclables suggérées et autres marquages en faveur des cyclistes;
- 8° les aménagements permettant de diminuer la vitesse en faveur des vélos dans les centres-villes ou les villages ;
- 9° les petits travaux d'amélioration du confort tels que l'abaissement d'une bordure, le placement d'une goulotte, la création d'une zone d'avancée pour les cyclistes, de rampes, d'entrées et de sorties de « sens unique limité », en abrégé « SUL » ;
- 10° les signalisations verticales pour les cyclistes telles que les signaux « sens unique limité », les signaux B22/B23 « tourne à droite au feu » ou « tout droit au feu », les signaux F45b et les panneaux directionnels ;
- 11° le stationnement vélo sécurisé ou non pour autant qu'il fasse partie d'un marché de travaux, qu'il soit accessible en tout temps et depuis l'espace public ;
- 12° les zones de rencontre ;
- 13° les chaussées à voie centrale.

§ 2. Les aménagements réalisés disposent d'un revêtement induré, tel qu'un revêtement béton ou hydrocarboné, afin d'offrir le confort nécessaire à tous les usagers piétons, cyclistes et aux personnes à mobilité réduite quelles que soient les conditions météorologiques. Les autres revêtements tels que la dolomie, les fraisats, les revêtements stabilisés ou compactés ne sont pas subsidiabiles.

Section III. — Aménagements en faveur de l'intermodalité

Art. 15. § 1^{er}. Seuls les aménagements suivants sont éligibles :

- 1° des aménagements cyclables dans un rayon de maximum dix kilomètres permettant des liaisons continues à destination ou au départ du mobipôle ;
- 2° des aménagements piétons dans un rayon de maximum trois kilomètres permettant des liaisons continues à destination ou au départ du mobipôle ;
- 3° des bâtiments permettant l'attente conviviale et l'accueil de différents services tel que le point vélo ;
- 4° des parkings ;
- 5° d'auto-partage ;
- 6° de délestage ;
- 7° de covoiturage ;
- 8° du stationnement sécurisé pour les vélos ;
- 9° de l'éclairage spécifique ;
- 10° de la signalisation spécifique visant à identifier de façon claire et identique tous les mobipôles de la Région wallonne.

L'Autorité organisatrice du transport fournit la charte graphique des mobipôles.

§ 2. Les aménagements sont priorisés conformément au principe STOP tel que défini à l'article 31/8, 2^o, du décret du 1^{er} avril 2004.

§ 3. Les aménagements réalisés disposent d'un revêtement induré, tel qu'un revêtement béton ou hydrocarboné.

Le revêtement offre le confort nécessaire aux usagers piétons, cyclistes et aux personnes à mobilité réduite quelles que soient les conditions météorologiques.

Les autres revêtements tels que la dolomie, les fraisats, les revêtements stabilisés ou compactés ne sont pas subsidiabiles.

§ 4. Sous réserve des aménagements prévus selon les stratégies des opérateurs de transports en commun, les moyens budgétaires se concentrent dans un mobipôle, lieu d'intermodalité à proximité d'une offre structurante en transport collectif ou à défaut à proximité du réseau structurant de la SOFICO.

CHAPITRE 6. — Procédure

Section 1^{re}. — transmission des pièces

Art. 16. La commune transmet les pièces et dossiers à l'administration via le guichet des pouvoirs locaux à tout stade de la procédure.

Section 2. — introduction du plan d'investissement

Art. 17. La commune transmet à l'administration, pour approbation, son plan d'investissement dans les cent-quatre-vingts jours de la notification du montant du droit de tirage alloué à chaque commune.

Le Ministre se prononce dans les soixante jours de la réception du plan d'investissement.

L'envoi de la notification de la décision se fait au plus tard le jour de l'échéance du délai.

Le Ministre peut approuver partiellement le plan d'investissement qui lui est soumis.

La commune, dont le plan d'investissement n'a pas été totalement approuvé, soumet au Ministre un plan rectifié dans les trente jours de la notification de la décision du Ministre.

Art. 18. La commune introduit le dossier relatif à un plan d'investissement ou sa rectification sur base du formulaire établi par l'administration.

Le dossier comprend les pièces suivantes :

- 1° la délibération du conseil communal approuvant le plan d'investissement;
- 2° le relevé des investissements, établi suivant le modèle fixé par l'administration;
- 3° pour chaque investissement, une fiche établie selon les modèles fixés par l'administration, accompagnée:
 - a) d'un descriptif de l'état des lieux et des travaux à réaliser;
 - b) d'un plan de localisation;
 - c) des photos des lieux;
 - d) d'une estimation détaillée des coûts;
 - e) pour les dossiers relatifs à la voirie, d'un croquis de l'aménagement envisagé;
 - f) pour les dossiers relatifs à un bâtiment, d'un croquis des aménagements prévus avec l'affectation des locaux;
- 4° pour les projets de voirie, l'accord de la Société publique de gestion de l'eau sur le plan présenté ;
- 5° le procès-verbal du comité de suivi, visé à l'article 8, qui prend acte de la liste des propositions communales.

Art. 19. § 1^{er}. Le plan d'investissement est conforme aux principes suivants :

- 1° le plan d'investissement concerne uniquement les travaux subsidiables conformément aux articles 13 à 15 ;
- 2° le plan d'investissement respecte les conditions particulières fixées aux articles 12 à 15;
- 3° la partie subsidiée du montant total minimal des travaux repris par le plan atteint cent pour cent et ne dépasse pas cent cinquante pour cent du montant repris en annexe ;
- 4° le taux d'intervention de la Région wallonne s'élève à quatre-vingt pour cent des travaux subsidiables.

§ 2. Si un auteur de projet privé intervient, les frais d'études limités à cinq pour cent du montant des travaux subsidiables sont pris en considération pour l'octroi de la subvention.

Si la commune est son propre auteur de projet, les frais d'études fixés forfaitairement à trois pour cent du montant des travaux subsidiables sont pris en considération pour l'octroi de la subvention.

§ 3. Les frais d'essais limités à cinq pour cent du montant des travaux subsidiables, en ce compris les essais préalables et ceux nécessaires au contrôle des travaux, sont pris en considération pour l'octroi de la subvention.

Section 3. — Réunion plénière d'avant-projet

Art. 20. § 1^{er}. La commune s'accorde avec l'administration pour fixer la date de la réunion plénière d'avant-projet.

La commune invite toute personne ou organisme susceptible d'intervenir dans le cadre de l'élaboration et de la réalisation des projets. Elle envoie les invitations au moins quinze jours avant les réunions et y joint l'avant-projet.

§ 2. Pour les investissements relatifs aux voiries, l'avant-projet contient :

1° une esquisse-crayon établie, si le projet le nécessite, sur la base d'un relevé topographique des lieux ainsi qu'un ou plusieurs profils en travers-type indiquant l'emplacement prévu pour les canalisations d'eaux usées ou d'eaux claires ;

2° si l'investissement comprend de l'éclairage public, une étude photométrique accompagnée d'une note démontrant l'amélioration de l'éclairage du domaine public afin d'accroître la sécurité des usagers et d'améliorer le cadre de vie.

Pour les investissements relatifs aux bâtiments, l'avant-projet contient :

- 1° un plan de situation ;
- 2° des croquis ;
- 3° des plans à l'échelle d'un pour cent ;
- 4° une note explicative qui décrit, le cas échéant, les solutions techniques retenues en matière :
 - a) d'architecture ;
 - b) de techniques spéciales ;
 - c) de performance énergétique ;
 - d) d'accessibilité ;
 - e) d'accueil.

Art. 21. En vue de la réunion plénière d'avant-projet, les représentants des organismes susceptibles d'intervenir dans la réalisation de l'investissement remettent à la commune toutes les informations réglementaires et techniques, dans des formes complètes, claires et concises, lui permettant, sans préjudice des autorisations à obtenir, de finaliser l'étude de l'investissement et de soumettre son projet visé à l'article 22 à l'avis de l'administration.

La commune dresse un procès-verbal de la réunion plénière d'avant-projet et le notifie aux représentants visés à l'alinéa 1^{er} dans un délai de quinze jours à dater de la réunion plénière d'avant-projet.

Les représentants visés à l'alinéa 1^{er} disposent de quinze jours à partir de la notification du procès-verbal pour faire connaître leurs remarques à la commune, appuyées le cas échéant de documents complémentaires.

La commune renvoie le procès-verbal modifié aux représentants visés à l'alinéa 1^{er} dans les quinze jours à dater du terme du délai de réception des remarques. Le procès-verbal modifié ne peut plus être contesté.

Le procès-verbal qui n'a pas fait l'objet de remarques dans le délai initial de quinze jours est réputé approuvé.

Le délai visé à l'alinéa 3 est :

- 1° doublé lorsqu'il débute ou arrive à échéance durant les mois de juillet et d'août;
- 2° suspendu du 25 décembre au 31 décembre;
- 3° reporté jusqu'au plus prochain jour lorsqu'il arrive à échéance un samedi, un dimanche ou un jour férié.

Section 4. — projet

Art. 22. § 1^{er}. La commune choisit les projets qu'elle entend réaliser parmi les dossiers inscrits pour l'année en cours dans son plan d'investissement qui a été approuvé par l'administration.

§ 2. La commune soumet à l'approbation de l'administration les dossiers techniques et les cahiers des charges des projets qu'elle retient dans l'année référencée dans le programme d'investissement et avant le 30 juin 2024 lorsque ses projets sont programmés la dernière année de la programmation.

§ 3. L'administration accueille réception des projets si ces projets sont accompagnés de l'ensemble des pièces justificatives visées au paragraphe 4. À défaut, l'administration réclame les pièces manquantes.

§ 4. Les dossier « projet » sont introduits sur base du formulaire établi par l'administration, qui comprend des points « disponibilité des terrains » et « permis d'urbanisme ».

Le dossier comprend les pièces justificatives suivantes :

1° le cas échéant, pour les marchés de services relatifs à l'étude des projets:

a) la délibération motivée par laquelle le collège communal attribue le marché;

b) le rapport d'attribution du marché;

c) l'offre retenue;

2° la délibération par laquelle le conseil communal approuve le projet, choisit le mode de passation du marché, en fixe les conditions et arrête les éléments constitutifs de l'avis de marché ou, dans l'hypothèse où la commune n'est pas le pouvoir adjudicateur principal, la délibération du collège communal approuvant la décision prise par l'organe compétent du pouvoir adjudicateur principal;

3° le cas échéant, le projet d'avis de marché;

4° le projet de cahier spécial des charges;

5° le métré estimatif et le métré récapitulatif des travaux, détaillant, le cas échéant, les autres interventions financières;

6° les plans d'exécution;

7° les plans de signalisations ;

8° la note explicative démontrant que les mesures adéquates ont été prises pour assurer aux personnes à mobilité réduite l'accessibilité des bâtiments publics concernés ou la charte accessibilité pour les projets concernés par l'aménagement des espaces publics ;

9° pour les travaux d'éclairage public, l'étude photométrique si elle n'a pas été transmise pour la réunion d'avant-projet.

La délibération visée à l'alinéa 1^{er}, 2^o, fait référence expresse au « Plan d'investissement mobilité active communal et intermodalité ».

§ 5. Le délai d'approbation des projets est de trente jours à dater partir de l'accusé de réception des dossiers complets par l'administration. Ce délai est prorogeable une seule fois de quinze jours.

L'administration envoie la notification de la décision au plus tard le jour de l'échéance du délai.

Section 5. — attribution

Art. 23. La commune transmet chaque dossier d'attribution à l'administration, pour accord, dans les quinze jours de son approbation par l'organe compétent.

Le délai d'approbation des dossiers d'attribution est de trente jours à dater de l'accusé de réception des dossiers et de leurs pièces justificatives par l'administration. Ce délai est prorogeable une seule fois de quinze jours.

Le dossier d'attribution est introduit sur base du formulaire établi par l'administration.

Il comprend les pièces justificatives suivantes :

1° le procès-verbal d'ouverture des offres sauf en cas de procédure négociée sans publication préalable;

2° l'offre retenue et ses annexes;

3° le rapport du coordinateur de sécurité et de santé sauf s'il est établi avec certitude, au stade projet, que les travaux sur le chantier temporaire ou mobile seront exécutés par un seul entrepreneur;

4° le rapport et la décision relatifs à la sélection qualitative des entreprises;

5° le rapport d'attribution du marché établi par l'auteur de projet;

6° le tableau comparatif des prix unitaires reprenant l'ensemble des offres sélectionnées en format Excel;

7° le cas échéant, les demandes d'informations et les réponses reçues ;

8° le cas échéant, les demandes de justification de prix et les réponses reçues;

9° la délibération motivée par laquelle le collège communal désigne l'adjudicataire et approuve le montant de l'offre retenue ou, dans l'hypothèse où la commune n'est pas le pouvoir adjudicateur principal, la délibération du collège communal approuvant la décision d'attribution prise par l'organe compétent du pouvoir adjudicateur principal;

10° en cas de modification du dossier introduit au stade projet, le cahier spécial des charges et les plans dans leur version définitive;

11° le cas échéant, les documents réclamés dans l'avis sur projet ainsi que le tableau de suivi des remarques joints à l'avis sur projet ;

12° s'il s'agit d'une procédure négociée sans publication préalable, la liste des entreprises consultées;

13° le cas échéant, l'avis de marché publié ainsi que les éventuels avis rectificatifs.

La commune notifie le marché uniquement si l'administration approuve l'attribution. Si la commune notifie le marché sans que l'attribution soit approuvée par l'administration, la commune perd le subside.

Section 6. — Acquisitions

Art. 24. Dans les trente jours de la signature du compromis de vente ou de l'approbation par son conseil communal des projets d'actes d'acquisitions, la commune transmet à l'administration le dossier d'acquisition des biens repris dans son plan d'investissement approuvé.

Les dossiers d'acquisitions sont composés des pièces justificatives suivantes :

1° la délibération par laquelle la commune décide de l'acquisition;

2° l'extrait de plan cadastral;

3° l'estimation de la valeur, en distinguant le coût de l'immeuble et le coût du terrain, établie par le comité d'acquisition ou le receveur de l'enregistrement ou établie, le cas échéant, par un notaire, un géomètre-expert immobilier inscrit au tableau tenu par le Conseil fédéral des géomètres-experts ou un architecte inscrit à l'Ordre des architectes ;

4° le compromis de vente ou le projet d'acte d'acquisition.

L'administration approuve les dossiers acquisitions.

Section 7. — Exécution des travaux

Art. 25. Les communes transmettent à l'administration :

1° une copie de la notification de chaque marché;

2° l'ordre de commencer les travaux dès leur notification à l'adjudicataire et au maximum dans les six mois à dater de l'accord sur le dossier d'attribution concerné.

Section 8. — Décomptes finaux

Art. 26. § 1^{er}. Dans les six mois à dater de la réception provisoire, la commune introduit les dossiers « décompte final » des travaux auprès de l'administration sur base du formulaire établi par l'administration et comprennent les pièces justificatives suivantes :

1° le décompte final de l'entreprise, établi selon la norme NBN B06-006, en ce compris le détail du calcul des révisions par état et la facture correspondante;

2° le rapport, établi poste par poste, justifiant les dépassements de plus de dix pour cent des quantités présumées des postes du marché initial;

3° le procès-verbal de réception provisoire;

4° la délibération approuvant le décompte;

5° la facture relative aux études;

6° le formulaire relatif aux déchets des travaux routiers et d'égouttage;

7° les factures et les procès-verbaux des essais accompagnés du rapport de l'auteur de projet avec éventuellement le détail des postes sur lesquels s'appliquent les réfactions et le calcul de celles-ci;

8° le calcul du délai d'exécution des travaux;

9° un rapport, en ce compris une copie des délibérations et des éventuels avenants qui n'ont pas été transmis, reprenant tous les travaux, détaillés poste par poste, faisant l'objet d'une modification du marché initial;

10° pour les dossiers relatifs aux bâtiments, le cas échéant :

a) le rapport du Service régional d'incendie après travaux;

b) le procès-verbal de réception par un organisme agréé d'une installation relative à l'électricité, au gaz, à un ascenseur, ou à la détection d'incendie.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 6°, la commune conserve les bons d'évacuation.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 8°, les éventuels ordres d'interruption et de reprise de chantier sont à joindre s'ils n'ont pas été transmis ainsi que, le cas échéant, les justifications relatives aux délais supplémentaires et au calcul des amendes de retard.

§ 2. Pour les dossiers d'acquisition, la commune transmet une copie de l'acte authentique d'acquisition à l'administration.

§ 3. Les éventuels avenants, travaux complémentaires ou supplémentaires peuvent être pris en compte globalement dans l'utilisation du subside s'ils sont imprévisibles au stade de l'attribution. Le cas échéant, le montant de la subvention globale en résultant ne dépasse pas le montant, éventuellement adapté à la baisse conformément à l'article 27.

Section 9. — Répartition de l'inexécuté

Art. 27. La valeur de l'inexécuté est déterminée par l'administration sur base des dossiers attribués au 31 décembre 2024 et introduits dans le respect des procédures prévues. Ce montant ainsi déterminé est communiqué aux communes par le guichet des pouvoirs locaux ou par courrier postal. Les communes disposent d'un délai de trente jours pour formuler leurs remarques. Passé ce délai, le montant de l'inexécuté est réputé approuvé.

Pour les communes concernées, le montant de leur enveloppe pour la programmation est diminué de la valeur de l'inexécuté. Les paiements restants de la programmation et, le cas échéant, des programmations suivantes sont réduits à due concurrence.

S'il n'y a pas de programmation suivante, le trop-perçu est remboursé.

Section 10. — Contrôle et sanctions

Art. 28. Les communes convient l'Administration aux opérations de réception provisoire de chaque investissement.

Art. 29. À tout stade de la procédure, si la commune ne respecte pas les normes techniques ou légales d'un projet, au sens large, elle peut être non-éligibilité à la part du montant du droit de tirage affectée au projet, à concurrence de la part non conforme.

CHAPITRE 7. — *Versements*

Art. 30. Les moyens engagés par le Gouvernement wallon sont répartis sur une période de 5 ans de la manière suivante :

Année	2021	2022	2023	2024	2025
Crédits d'engagement	52.000.000 EUR	90.000.000 EUR	46.000.000 EUR	18.000.000 EUR	4.000.000 EUR

Les moyens liquidés vers les communes sont répartis sur une période de 5 ans de la manière suivante

Année	2021	2022	2023	2024	2025
Crédits de liquidation	27.000.000 EUR	78.000.000 EUR	35.000.000 EUR	28.000.000 EUR	42.000.000 EUR

La répartition des moyens alloués à chaque commune est reprise en annexe.

CHAPITRE VIII. — *Intégration des moyens octroyés précédemment dans la procédure de la programmation pluriannuelle 2022-2024*

Art. 31. L'ensemble des dossiers introduits dans le cadre de l'arrêté ministériel du 29 novembre 2021 octroyant une subvention aux villes et communes dans le cadre d'un Plan d'investissement mobilité active communal et intermodalité et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2022 octroyant une deuxième tranche de subvention aux villes et communes dans le cadre du Plan d'investissement mobilité active communal et intermodalité, est pris en compte dans le plan d'investissement de la programmation 2022-2024.

Namur, le 23 novembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

Annexe – répartition par année des moyens alloués à chaque commune dans le cadre de la programmation 2022-2024 du Plan d’investissement mobilité active communal et intermodalité

25084	Perwez	579.401,70	74.494,50	68.976,39	146.229,95	96.566,95	77.253,56	115.880,35
25122	Ramillies	444.208,92	57.112,58	52.882,01	112.109,87	74.034,82	59.227,86	88.841,78
25123	Rebecq	553.319,58	71.141,09	65.871,38	139.647,32	92.219,93	73.775,94	110.663,92
25091	Rixensart	771.545,94	99.198,76	91.850,71	194.723,50	128.590,99	102.872,79	154.309,19
25105	Tubize	1.064.037,18	136.804,78	126.671,09	268.542,72	177.339,53	141.871,62	212.807,44
25107	Villers-la-Ville	708.817,86	91.133,72	84.383,08	178.892,13	118.136,31	94.509,05	141.763,57
25124	Walhain	433.625,22	55.751,81	51.622,05	109.438,75	72.270,87	57.816,70	86.725,04
25110	Waterloo	966.876,78	124.312,73	115.104,38	244.021,28	161.146,13	128.916,90	193.375,36
25112	Wavre	1.292.310,18	166.154,17	153.846,45	326.154,47	215.385,03	172.308,02	258.462,04
52074	Aiseau-Presles	545.288,16	70.108,48	64.915,26	137.620,35	90.881,36	72.705,09	109.057,62
56001	Anderlues	581.782,14	74.800,56	69.259,78	146.830,73	96.963,69	77.570,95	116.356,43
57003	Antoing	413.497,62	53.163,98	49.225,91	104.358,92	68.916,27	55.133,02	82.699,52
51004	Ath	1.550.566,02	199.358,49	184.591,19	391.333,33	258.427,67	206.742,14	310.113,20
56005	Beaumont	905.338,56	116.400,67	107.778,40	228.490,21	150.889,76	120.711,81	181.067,71
51008	Beloëil	803.517,96	103.309,45	95.656,90	202.792,63	133.919,66	107.135,73	160.703,59
51009	Bernissart	551.532,00	70.911,26	65.658,57	139.196,17	91.922,00	73.537,60	110.306,40
58002	Binche	1.534.449,36	197.286,35	182.672,54	387.265,79	255.741,56	204.593,25	306.889,87
53014	Boussu	790.135,86	101.588,90	94.063,79	199.415,24	131.689,31	105.351,45	158.027,17
55004	Braine-le-Comte	1.097.360,04	141.089,15	130.638,10	276.952,77	182.893,34	146.314,67	219.472,01
51012	Bruglette	286.133,58	36.788,61	34.063,52	72.214,67	47.688,93	38.151,14	57.226,71
57093	Brunehaut	556.164,66	71.506,88	66.210,08	140.365,37	92.694,11	74.155,29	111.232,93
57018	Celles	635.046,66	81.648,86	75.600,79	160.273,68	105.841,11	84.672,89	127.009,33
52010	Chapelle-Lez-Herlaimont	656.416,44	84.396,40	78.144,81	165.667,00	109.402,74	87.522,19	131.283,30
52011	Charleroi	8.789.313,72	1.130.054,62	1.046.346,87	2.218.255,37	1.464.885,62	1.171.908,50	1.757.862,74
52012	Châtelet	1.610.440,44	207.056,63	191.719,10	406.444,49	268.406,74	214.725,39	322.088,09
51014	Chièvres	485.015,58	62.359,15	57.739,95	122.408,69	80.835,93	64.668,74	97.003,12
56016	Chimay	1.303.753,08	167.625,40	155.208,70	329.042,44	217.292,18	173.833,74	260.750,62

53082	Colfontaine	1.003.195,44	128.982,27	119.428,03	253.187,42	167.199,24	133.759,39	200.639,09
57097	Comines-Warneton	627.576,54	80.688,41	74.711,49	158.388,36	104.596,09	83.676,87	125.515,32
52015	Courcelles	1.439.046,84	185.020,31	171.315,10	363.188,00	239.841,14	191.872,91	287.809,38
53020	Dour	806.653,02	103.712,53	96.030,12	203.583,86	134.442,17	107.553,74	161.330,60
55050	Ecaussinnes	565.601,40	72.720,18	67.333,50	142.747,02	94.266,90	75.413,52	113.120,28
51017	Ellezelles	455.789,70	58.601,53	54.260,68	115.032,64	75.964,95	60.771,96	91.157,94
51067	Enghien	600.900,36	77.258,62	71.535,76	151.655,81	100.150,06	80.120,05	120.180,06
56022	Erquelinnes	671.915,88	86.389,18	79.989,99	169.578,77	111.985,98	89.588,78	134.383,18
57027	Estaimpuis	656.625,24	84.423,25	78.169,67	165.719,70	109.437,54	87.550,03	131.325,05
58003	Estinnes	680.501,70	87.493,08	81.012,11	171.745,67	113.416,95	90.733,56	136.100,33
52018	Farciennes	560.090,58	72.011,65	66.677,45	141.356,19	93.348,43	74.678,74	112.018,12
52021	Fleurus	1.123.968,54	144.510,24	133.805,78	283.668,25	187.328,09	149.862,47	224.793,71
51019	Flobecq	207.010,62	26.615,65	24.644,12	52.245,54	34.501,77	27.601,42	41.402,12
	Fontaine-L'Evêque	793.296,60	101.995,28	94.440,07	200.212,95	132.216,10	105.772,88	158.659,32
53028	Frameries	935.066,16	120.222,79	111.317,40	235.992,89	155.844,36	124.675,49	187.013,23
	Frasnes-lez-Anvaing	1.215.819,30	156.319,62	144.740,39	306.849,63	202.636,55	162.109,24	243.163,87
56029	Froidchapelle	601.582,20	77.346,28	71.616,93	151.827,89	100.263,70	80.210,96	120.316,44
52025	Gépignies	771.004,68	99.129,17	91.786,27	194.586,90	128.500,78	102.800,62	154.200,94
	Ham-sur-Heure - Nalinnes							
56086	Nalinnes	717.716,82	92.277,88	85.442,48	181.138,05	119.619,47	95.695,58	143.543,36
53039	Hensies	315.857,82	40.610,29	37.602,12	79.716,50	52.642,97	42.114,38	63.171,56
53083	Honnelle	409.989,12	52.712,89	48.808,23	103.473,44	68.331,52	54.665,22	81.997,82
53044	Jurbise	640.149,48	82.304,93	76.208,27	161.561,54	106.691,58	85.353,26	128.029,90
58001	La Louvière	3.477.684,18	447.130,82	414.010,02	877.701,25	579.614,03	463.691,22	695.536,84
55035	Le Roeulx	333.394,80	42.865,05	39.689,86	84.142,50	55.565,80	44.452,64	66.678,95
53046	Lens	488.631,54	62.824,06	58.170,42	123.321,29	81.438,59	65.150,87	97.726,31

52075	Les Bons Villers	506.237,76	65.087,71	60.266,40	127.764,77	84.372,96	67.498,37	101.247,55
51069	Lessines	1.072.426,26	137.883,38	127.669,79	270.659,96	178.737,71	142.990,17	214.485,25
	Leuze-en-Hainaut	871.303,02	112.024,67	103.726,55	219.900,29	145.217,17	116.173,74	174.260,60
56044	Lobbes	292.166,82	37.564,31	34.781,76	73.737,34	48.694,47	38.955,58	58.433,36
55086	Manage	818.215,50	105.199,14	97.406,61	206.502,00	136.369,25	109.095,40	163.643,10
56049	Merbes-le-Château	342.568,38	44.044,51	40.781,95	86.457,73	57.094,73	45.675,78	68.513,68
56051	Momignies	853.106,10	109.685,07	101.560,25	215.307,73	142.184,35	113.747,48	170.621,22
53053	Mons	3.610.503,30	464.207,57	429.821,82	911.222,26	601.750,55	481.400,44	722.100,66
57095	Mont-de-l'Enclus	298.836,84	38.421,88	35.575,81	75.420,73	49.806,14	39.844,91	59.767,37
52048	Montigny-le-Tilleul	397.686,96	51.131,18	47.343,69	100.368,60	66.281,16	53.024,93	79.537,40
58004	Morianwelz	798.381,78	102.649,09	95.045,45	201.496,35	133.063,63	106.450,90	159.676,36
57096	Mouscron	2.374.277,82	305.264,29	282.652,12	599.222,50	395.712,97	316.570,38	474.855,56
57062	Pecq	426.263,28	54.805,28	50.745,63	107.580,73	71.043,88	56.835,10	85.252,66
57064	Péruwelz	1.077.002,22	138.471,71	128.214,55	271.814,85	179.500,37	143.600,30	215.400,44
52055	Pont-à-Celles	906.348,48	116.530,52	107.898,63	228.745,09	151.058,08	120.846,46	181.269,70
53065	Quaregnon	755.909,52	97.188,37	89.989,23	190.777,16	125.984,92	100.787,94	151.181,90
53084	Quévy	792.646,26	101.911,66	94.362,65	200.048,82	132.107,71	105.686,17	158.529,25
53068	Quiévrain	395.557,56	50.857,40	47.090,19	99.831,19	65.926,26	52.741,01	79.111,51
57072	Rumes	243.222,00	31.271,40	28.955,00	61.384,60	40.537,00	32.429,60	48.644,40
53070	Saint-Ghislain	1.020.452,34	131.201,02	121.482,42	257.542,73	170.075,39	136.060,31	204.090,47
55085	Seneffe	716.147,82	92.076,15	85.255,69	180.742,07	119.357,97	95.486,38	143.229,56
51068	Silly	554.538,24	71.297,77	66.016,46	139.954,89	92.423,04	73.938,43	110.907,65
56088	Sivry-Rance	571.025,94	73.417,62	67.979,28	144.116,07	95.170,99	76.136,79	114.205,19
55040	Soignies	1.537.466,34	197.674,24	183.031,71	388.027,22	256.244,39	204.995,51	307.493,27
56078	Thuin	1.098.053,16	141.178,26	130.720,61	277.127,70	183.008,86	146.407,09	219.610,64

57081	Tournai	3.453.016,62	443.959,28	411.073,41	871.475,62	575.502,77	460.402,22	690.603,32
61003	Amay	614.017,92	78.945,16	73.097,37	154.966,43	102.336,32	81.869,06	122.803,58
62003	Ars	1.204.976,64	154.925,57	143.449,60	304.113,15	200.829,44	160.663,55	240.995,33
61079	Anthisnes	369.844,26	47.551,40	44.029,08	93.341,65	61.640,71	49.312,57	73.968,85
63003	Aubel	435.000,72	55.928,66	51.785,80	109.785,90	72.500,12	58.000,10	87.000,14
62006	Awans	438.607,08	56.392,34	52.215,13	110.696,07	73.101,18	58.480,94	87.721,42
62009	Aywaille	1.327.908,96	170.731,15	158.084,40	335.138,93	221.318,16	177.054,53	265.581,79
63004	Baelen	340.456,62	43.772,99	40.530,55	85.924,77	56.742,77	45.394,22	68.091,32
62011	Bassenge	559.895,58	71.986,57	66.654,24	141.306,98	93.315,93	74.652,74	111.979,12
64008	Berloz	184.589,88	23.732,98	21.974,99	46.586,97	30.764,98	24.611,98	36.917,98
62015	Beyne-Heusay	472.083,60	60.696,46	56.200,43	119.144,91	78.680,60	62.944,48	94.416,72
62119	Blegny	504.262,26	64.833,72	60.031,22	127.266,19	84.043,71	67.234,97	100.852,45
64015	Braives	493.103,52	63.399,02	58.702,80	124.449,94	82.183,92	65.747,14	98.620,70
61010	Burdinne	298.553,64	38.385,47	35.542,10	75.349,25	49.758,94	39.807,15	59.710,73
62022	Chaudfontaine	717.255,90	92.218,62	85.387,61	181.021,73	119.542,65	95.634,12	143.451,17
61012	Clavier	510.727,62	65.664,98	60.800,91	128.897,92	85.121,27	68.097,02	102.145,52
	Comblain-au-Pont	413.099,82	53.112,83	49.178,55	104.258,53	68.849,97	55.079,98	82.619,96
64021	Crisnée	229.789,62	29.544,38	27.355,91	57.994,52	38.298,27	30.638,62	45.957,92
62027	Dalhem	406.487,70	52.262,70	48.391,39	102.589,75	67.747,95	54.198,36	81.297,55
63020	Dison	719.694,18	92.532,11	85.677,88	181.637,10	119.949,03	95.959,22	143.938,84
64023	Doncel	272.366,82	35.018,59	32.424,62	68.740,20	45.394,47	36.315,58	54.473,36
61080	Engis	363.167,34	46.692,94	43.234,21	91.656,52	60.527,89	48.422,31	72.633,47
62032	Esneux	571.603,86	73.491,92	68.048,08	144.261,93	95.267,31	76.213,85	114.320,77
64076	Faimes	276.644,52	35.568,58	32.933,87	69.819,81	46.107,42	36.885,94	55.328,90
61019	Ferrières	729.327,00	93.770,61	86.824,64	184.068,24	121.554,50	97.243,60	145.865,41
	Fexhe-le-Haut-Clocher	242.114,22	31.128,97	28.823,12	61.105,02	40.352,37	32.281,90	48.422,84
62120	Flémalle	1.371.548,46	176.341,94	163.279,58	346.152,71	228.591,41	182.873,13	274.309,69

62038	Fléron	618.009,54	79.458,37	73.572,56	155.973,84	103.001,59	82.401,27	123.601,91
64029	Geer	239.196,90	30.753,89	28.475,82	60.368,74	39.866,15	31.892,92	47.839,38
	Grâce-Hollogne	996.323,64	128.098,75	118.609,96	251.453,11	166.053,94	132.843,15	199.264,73
62118	Hamoir	373.274,94	47.992,49	44.437,49	94.207,48	62.212,49	49.769,99	74.655,00
61024	Hannut	1.040.983,14	133.840,69	123.926,56	262.724,32	173.497,19	138.797,75	208.196,63
61028	Héron	403.565,64	51.887,01	48.043,53	101.852,28	67.260,94	53.808,75	80.713,13
62051	Herstal	1.686.930,84	216.891,11	200.825,10	425.749,21	281.155,14	224.924,11	337.386,17
63035	Herve	973.323,78	125.141,63	115.871,88	245.648,38	162.220,63	129.776,50	194.664,76
61031	Huy	827.436,06	106.384,64	98.504,29	208.829,10	137.906,01	110.324,81	165.487,21
63038	Jalhay	735.727,86	94.593,58	87.586,65	185.683,70	122.621,31	98.097,05	147.145,57
62060	Juprelle	472.053,84	60.692,64	56.196,89	119.137,40	78.675,64	62.940,51	94.410,76
62063	Liège	7.872.965,04	1.012.238,36	937.257,74	1.986.986,41	1.312.160,84	1.049.728,67	1.574.593,02
63045	Lierneux	1.084.318,44	139.412,37	129.085,53	273.661,32	180.719,74	144.575,79	216.863,69
63046	Limbourg	358.341,66	46.072,50	42.659,72	90.438,61	59.723,61	47.778,89	71.668,33
64047	Lincent	190.333,38	24.471,43	22.658,74	48.036,52	31.722,23	25.377,78	38.066,68
63049	Malmedy	976.027,50	125.489,25	116.193,75	246.330,75	162.671,25	130.137,00	195.205,50
61039	Marchin	477.097,08	61.341,05	56.797,27	120.410,22	79.516,18	63.612,94	95.419,42
61041	Modave	362.498,58	46.606,96	43.154,59	91.487,74	60.416,43	48.333,14	72.499,72
61043	Nandrin	435.738,30	56.023,50	51.873,61	109.972,05	72.623,05	58.098,44	87.147,65
62121	Neupré	386.645,70	49.711,59	46.029,25	97.582,01	64.440,95	51.552,76	77.329,14
63057	Olne	247.842,42	31.865,45	29.505,05	62.550,71	41.307,07	33.045,66	49.568,48
64056	Oreye	231.153,96	29.719,79	27.518,33	58.338,86	38.525,66	30.820,53	46.230,79
61048	Ouffet	294.291,96	37.837,54	35.034,76	74.273,69	49.048,66	39.238,93	58.858,38
62079	Oupeye	1.015.768,62	130.598,82	120.924,84	256.360,65	169.294,77	135.435,82	203.153,72
63058	Pepinster	513.841,86	66.065,38	61.171,65	129.683,90	85.640,31	68.512,25	102.768,37
63088	Plombières	727.333,74	93.514,34	86.587,35	183.565,18	121.222,29	96.977,83	145.466,75
64063	Remicourt	304.885,98	39.199,63	36.295,95	76.947,41	50.814,33	40.651,46	60.977,20

64065	Saint-Georges-sur-Meuse	352.131,42	45.274,04	41.920,41	88.871,26	58.688,57	46.950,86	70.426,28
62093	Saint-Nicolas	1.055.440,62	135.699,51	125.647,69	266.373,11	175.906,77	140.725,42	211.088,12
62096	Seraing	2.722.977,78	350.097,14	324.164,02	687.227,73	453.829,63	363.063,70	544.595,56
62099	Soumagne	716.857,08	92.167,34	85.340,13	180.921,07	119.476,18	95.580,94	143.371,42
63072	Spa	596.001,84	76.628,81	70.952,60	150.419,51	99.333,64	79.466,91	119.200,37
62100	Sprimont	1.038.453,84	133.515,49	123.625,46	262.085,97	173.075,64	138.460,51	207.690,77
63073	Stavelot	848.857,32	109.138,80	101.054,44	214.235,42	141.476,22	113.180,98	169.771,46
63075	Stoumont	1.145.060,64	147.222,08	136.316,74	288.991,49	190.843,44	152.674,75	229.012,14
63076	Theux	946.610,94	121.707,12	112.691,78	238.906,57	157.768,49	126.214,79	189.322,19
63089	Thimister-Clermont	393.780,18	50.628,88	46.878,59	99.382,62	65.630,03	52.504,02	78.756,04
61081	Tinlot	225.310,14	28.968,45	26.822,64	56.863,99	37.551,69	30.041,35	45.062,02
63086	Trois-Ponts	722.136,24	92.846,09	85.968,60	182.253,43	120.356,04	96.284,83	144.427,25
62122	Trooz	420.138,00	54.017,74	50.016,43	106.034,83	70.023,00	56.018,40	84.027,60
61063	Verlaine	262.528,98	33.753,73	31.253,45	66.257,31	43.754,83	35.003,86	52.505,80
63079	Verviers	2.152.545,18	276.755,81	256.255,38	543.261,40	358.757,53	287.006,02	430.509,04
61068	Villers-le-Bouillet	397.077,90	51.052,87	47.271,18	100.214,90	66.179,65	52.943,72	79.415,58
62108	Visé	773.450,82	99.443,68	92.077,48	195.204,25	128.908,47	103.126,78	154.690,16
63080	Wairmes	596.666,10	76.714,21	71.031,68	150.587,16	99.444,35	79.555,48	119.333,22
61072	Wanze	661.806,60	85.089,42	78.786,50	167.027,38	110.301,10	88.240,88	132.361,32
64074	Waregem	678.797,34	87.273,94	80.809,21	171.315,52	113.132,89	90.506,31	135.759,47
64075	Wasseiges	256.380,66	32.963,23	30.521,51	64.705,60	42.730,11	34.184,09	51.276,12
63084	Welkenraedt	464.116,20	59.672,08	55.251,93	117.134,09	77.352,70	61.882,16	92.823,24
63001	Amblève	636.641,70	81.853,93	75.790,68	160.676,24	106.106,95	84.885,56	127.328,34
63012	Bullange	1.404.177,54	180.537,11	167.163,99	354.387,66	234.029,59	187.223,67	280.835,52
63087	Burg-Reuland	583.715,82	75.049,18	69.489,98	147.318,75	97.285,97	77.828,78	116.743,16
63013	Butgenbach	352.834,20	45.364,40	42.004,07	89.048,63	58.805,70	47.044,56	70.566,84

63023	Eupen	749.949,06	96.422,02	89.279,65	189.272,86	124.991,51	99.993,21	149.989,81
63040	La Calamine	474.892,74	61.057,64	56.534,85	119.853,88	79.148,79	63.319,03	94.978,55
63048	Lontzen	295.479,30	37.990,20	35.176,11	74.573,35	49.246,55	39.397,24	59.095,85
63061	Raerden	463.754,52	59.625,58	55.208,87	117.042,81	77.292,42	61.833,94	92.750,90
63067	Saint-Vith	721.884,18	92.813,68	85.938,59	182.189,82	120.314,03	96.251,22	144.376,84
81001	Arlon	1.194.460,50	153.573,49	142.197,68	301.459,08	199.076,75	159.261,40	238.892,10
81003	Attert	344.879,64	44.341,67	41.057,10	87.041,05	57.479,94	45.983,95	68.975,93
81004	Aubange	759.473,58	97.646,60	90.413,52	191.676,67	126.578,93	101.263,14	151.894,72
82003	Bastogne	1.364.823,42	175.477,30	162.478,98	344.455,43	227.470,57	181.976,46	272.964,68
82005	Bertogne	452.207,76	58.141,00	53.834,26	114.128,63	75.367,96	60.294,37	90.441,54
84009	Bertrix	963.897,66	123.929,70	114.749,72	243.269,41	160.649,61	128.519,69	192.779,53
84010	Bouillon	850.826,70	109.392,00	101.288,89	214.732,45	141.804,45	113.443,56	170.165,35
85007	Chinay	555.311,46	71.397,19	66.108,51	140.150,04	92.551,91	74.041,53	111.062,28
84016	Daverdisse	329.532,06	42.368,41	39.230,01	83.167,62	54.922,01	43.937,61	65.906,40
83012	Durbuy	1.136.164,44	146.078,29	135.257,67	286.746,26	189.360,74	151.488,59	227.232,89
83013	Erezée	417.619,74	53.693,97	49.716,64	105.399,27	69.603,29	55.682,63	83.523,94
85009	Etalle	413.084,70	53.110,89	49.176,75	104.254,71	68.847,45	55.077,96	82.616,94
82009	Fauvillers	248.427,06	31.940,62	29.574,65	62.698,26	41.404,51	33.123,61	49.685,41
85011	Florenville	703.858,50	90.496,09	83.792,68	177.640,48	117.309,75	93.847,80	140.771,70
82037	Gouvy	952.948,92	122.522,00	113.446,30	240.506,16	158.824,82	127.059,86	190.589,78
85046	Habay	495.645,12	63.725,80	59.005,37	125.091,39	82.607,52	66.086,02	99.129,02
84029	Herbeumont	315.004,56	40.500,59	37.500,54	79.501,15	52.500,76	42.000,61	63.000,91
83028	Hotton	425.067,48	54.651,53	50.603,27	107.278,94	70.844,58	56.675,66	85.013,50
82014	Houffalize	742.652,16	95.483,85	88.410,97	187.431,26	123.775,36	99.020,29	148.530,43
	La Roche-en-Ardenne							
83031	Ardenne	818.967,48	105.295,82	97.496,13	206.691,79	136.494,58	109.195,66	163.793,50
84033	Léglise	635.657,16	81.727,35	75.673,47	160.427,76	105.942,86	84.754,29	127.131,43
84035	Libin	852.521,40	109.609,89	101.490,64	215.160,16	142.086,90	113.669,52	170.504,29

	Libramont-							
84077	Chevigny	1.227.423,48	157.811,59	146.121,84	309.778,31	204.570,58	163.656,46	245.484,70
83055	Manhay	525.429,06	67.555,16	62.551,08	132.608,29	87.571,51	70.057,21	105.085,81
	Marche-en-							
83034	Famenne	1.178.306,88	151.496,60	140.274,63	297.382,21	196.384,48	157.107,58	235.661,38
81013	Martelange	96.257,64	12.375,98	11.459,24	24.293,59	16.042,94	12.834,35	19.251,54
	Meix-devant-							
85024	Virton	328.150,44	42.190,77	39.065,53	82.818,92	54.691,74	43.753,39	65.630,09
81015	Messancy	413.705,22	53.190,67	49.250,62	104.411,32	68.950,87	55.160,70	82.741,04
	Musson	269.677,26	34.672,79	32.104,44	68.061,40	44.946,21	35.956,97	53.935,45
83040	Nassogne	628.276,08	80.778,35	74.794,77	158.564,92	104.712,68	83.770,14	125.655,22
84043	Neufchâteau	736.064,46	94.636,86	87.626,72	185.768,65	122.677,41	98.141,93	147.212,89
84050	Paliseul	855.487,14	109.991,20	101.843,71	215.908,66	142.581,19	114.064,95	171.097,43
83044	Rendeux	383.075,34	49.252,54	45.604,21	96.680,92	63.845,89	51.076,71	76.615,07
85047	Rouvroy	212.156,04	27.277,21	25.256,67	53.544,14	35.359,34	28.287,47	42.431,21
82038	Sainte-Ode	324.409,74	41.709,82	38.620,21	81.874,84	54.068,29	43.254,63	64.881,95
84059	Saint-Hubert	583.539,36	75.026,49	69.468,97	147.274,22	97.256,56	77.805,25	116.707,87
85034	Saint-Léger	231.635,64	29.781,73	27.575,67	58.460,42	38.605,94	30.884,75	46.327,13
84068	Tellin	336.068,52	43.208,81	40.008,16	84.817,29	56.011,42	44.809,14	67.213,70
83049	Tenneville	399.798,72	51.402,69	47.595,09	100.901,58	66.633,12	53.306,50	79.959,74
85039	Tintigny	386.852,76	49.738,21	46.053,90	97.634,27	64.475,46	51.580,37	77.370,55
82036	Vaux-sur-Sûre	645.404,82	82.980,62	76.833,91	162.887,88	107.567,47	86.053,98	129.080,96
82032	Vielsalm	772.738,86	99.352,14	91.992,72	195.024,57	128.789,81	103.031,85	154.547,77
85045	Virton	703.569,36	90.458,92	83.758,26	177.567,51	117.261,56	93.809,25	140.713,86
84075	Wellin	369.182,88	47.466,37	43.950,34	93.174,73	61.530,48	49.224,38	73.836,58
92003	Andenne	1.344.335,52	172.843,14	160.039,94	339.284,68	224.055,92	179.244,74	268.867,10
91005	Aihée	523.357,08	67.288,77	62.304,41	132.085,36	87.226,18	69.780,94	104.671,42
92006	Assesse	744.949,56	95.779,23	88.684,47	188.011,08	124.158,26	99.326,61	148.989,91
91013	Beauraing	1.547.273,46	198.935,16	184.199,22	390.502,35	257.878,91	206.303,13	309.454,69

91015	Bievre	387.480,90	49.818,97	46.128,68	97.792,80	64.580,15	51.664,12	77.496,18
93010	Cerfontaine	599.380,86	77.063,25	71.354,86	151.272,31	99.896,81	79.917,45	119.876,18
91030	Ciney	1.442.374,32	185.448,13	171.711,23	364.027,80	240.395,72	192.316,58	288.474,86
93014	Couvin	1.460.610,84	187.792,82	173.882,24	368.630,35	243.435,14	194.748,11	292.122,18
91034	Dinant	1.084.402,44	139.423,17	129.095,53	273.682,52	180.733,74	144.586,99	216.880,49
93018	Doische	500.827,44	64.392,10	59.622,31	126.399,31	83.471,24	66.776,99	100.165,49
92035	Eghezée	973.106,16	125.113,65	115.845,97	245.593,46	162.184,36	129.747,49	194.621,23
92138	Fernelmont	596.020,32	76.631,18	70.954,80	150.424,18	99.336,72	79.469,38	119.204,06
92045	Floreffe	412.743,06	53.066,96	49.136,08	104.168,49	68.790,51	55.032,41	82.548,61
93022	Florennes	1.076.293,14	138.380,55	128.130,14	271.635,89	179.382,19	143.505,75	215.258,62
92048	Fosses-la-Ville	928.385,58	119.363,86	110.522,09	234.306,84	154.730,93	123.784,74	185.677,12
91054	Gedinne	711.022,62	91.417,19	84.645,55	179.448,57	118.503,77	94.803,02	142.204,52
92142	Gembloux	1.153.342,08	148.286,84	137.302,63	291.081,57	192.223,68	153.778,94	230.668,42
92054	Gesves	527.826,96	67.863,47	62.836,54	133.213,47	87.971,16	70.376,93	105.565,39
91059	Hamois	566.267,58	72.805,83	67.412,81	142.915,15	94.377,93	75.502,34	113.253,52
91142	Hastière	535.606,02	68.863,63	63.762,62	135.176,76	89.267,67	71.414,14	107.121,20
91064	Havelange	522.698,22	67.204,06	62.225,98	131.919,07	87.116,37	69.693,10	104.539,64
91072	Houyet	831.917,28	106.960,79	99.037,77	209.960,08	138.652,88	110.922,30	166.383,46
Jemeppe-sur-Sambre								
92140	Sambre	871.228,08	112.015,04	103.717,63	219.881,37	145.204,68	116.163,74	174.245,62
92141	La Bruyère	502.772,94	64.642,24	59.853,92	126.890,31	83.795,49	67.036,39	100.554,59
92087	Mettet	1.058.655,18	136.112,81	126.030,38	267.184,40	176.442,53	141.154,02	211.731,04
92094	Namur	5.613.128,16	721.687,91	668.229,54	1.416.646,63	935.521,36	748.417,09	1.122.625,63
92097	Ohey	646.127,70	83.073,56	76.919,96	163.070,32	107.687,95	86.150,36	129.225,55
91103	Onhaye	453.554,40	58.314,14	53.994,57	114.468,49	75.592,40	60.473,92	90.710,88
93056	Philippeville	1.178.054,28	151.464,12	140.244,56	297.318,46	196.342,38	157.073,90	235.610,86
92101	Profondeville	641.971,38	82.539,18	76.425,16	162.021,35	106.995,23	85.596,18	128.394,28
91114	Rochefort	1.077.523,50	138.538,74	128.276,61	271.946,41	179.587,25	143.669,80	215.504,69
92137	Sambreville	1.175.027,04	151.074,91	139.884,17	296.554,44	195.837,84	156.670,27	235.005,41

92114	Sombreffe	511.503,12	65.764,69	60.893,23	129.093,64	85.250,52	68.200,42	102.300,62
91120	Somme-Leuze	952.208,46	122.426,80	113.358,15	240.319,28	158.701,41	126.961,13	190.441,69
93090	Viroinval	709.012,68	91.158,77	84.406,27	178.941,30	118.168,78	94.535,02	141.802,54
	Vresse-sur-Semois	743.944,50	95.650,01	88.564,82	187.757,42	123.990,75	99.192,60	148.788,90
93088	Walcourt	1.306.189,74	167.938,68	155.498,78	329.657,41	217.698,29	174.158,63	261.237,95
91141	Yvoir	509.392,50	65.493,32	60.641,96	128.560,96	84.898,75	67.918,99	101.878,52

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 novembre 2023 portant des mesures transitoires pour la programmation 2022-2024 du Plan d'investissement mobilité active communal et intermodalité.

Namur, le 23 novembre 2023.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/000716]

23. NOVEMBER 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung von Übergangsmaßnahmen für die Programmplanung 2022-2024 des kommunalen Investitionsplans für aktive Mobilität und Intermodalität

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 1. April 2004 über nachhaltige Mobilität und Zugänglichkeit, der Artikel 31/8 bis 31/24, eingefügt durch das Dekret vom 24. November 2022 über die Radverkehrspolitik, zur Abänderung des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit und des Dekrets vom 4. April 2019 zur Verallgemeinerung von hochwertigen Fahrradanlagen in der Wallonie und zur Verbesserung der Sicherheit der Radfahrer;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung, Artikel 58, Absatz 1 und Artikel 61;

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2022, das den allgemeinen Haushalt der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2023 enthält;

Aufgrund des Berichts vom 3. Oktober 2022, der gemäß Artikel 3, Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 24. Mai 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 23. November 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der Stellungnahme 74.480/4 des Staatsrats vom 11. Oktober 2023 gemäß Artikel 84, Paragraph 1, Absatz 1, Ziffer 2 der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973;

In Erwägung des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung vom 20. Juli 2016;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 14. Januar 2013 zur Festlegung der allgemeinen Regeln für die Ausführung öffentlicher Aufträge, Artikel 5, Absatz 2.

In Erwägung des ministeriellen Erlasses vom 29. November 2021 über die Gewährung einer Subvention an Städte und Gemeinden im Rahmen eines kommunalen Investitionsplans für aktive Mobilität und Intermodalität für die Programmplanung 2021-2022;

In Erwägung des Rundschreibens des Ministers für Mobilität vom 18. Februar 2022 bezüglich des kommunalen Investitionsplans für aktive Mobilität und Intermodalität 2022-2024;

In Erwägung der Entscheidung der Wallonischen Regierung vom 24. November 2021, die den Willen zur Kenntnis nimmt, ein Ziehungsrecht „aktive Mobilität und Intermodalität“ für einen Gesamtbetrag von 210.000.000 Euro gemäß dem Kurs des wallonischen Wiederaufbauprogramms zu organisieren;

In Erwägung, dass eine erste Subvention in Höhe von 52.000.000 Euro im Jahr 2021 zugesagt wurde;

In Erwägung, dass von dieser ersten Tranche 27.000.000 Euro im Jahr 2021 und 25.000.000 Euro im Jahr 2022 ausgezahlt wurden;

In Erwägung, dass eine zweite Subvention in Höhe von 90.000.000 Euro im Jahr 2022 zugesagt wurde;

In Erwägung, dass von dieser zweiten Tranche 53.000.000 Euro im Jahr 2022 ausgezahlt wurden;

In Erwägung, dass noch 68.000.000 Euro zugesagt werden müssen;

In Erwägung, dass Artikel 31/24 des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit die Anwendung von Übergangsmaßnahmen für die Programmplanung 2022-2024 ermöglicht;

In Erwägung, dass die Beträge, die allen Gemeinden durch den ministeriellen Erlass vom 29. November 2021 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2022 zugewiesen wurden, in eine Mehrjahresplanung im Rahmen von Titel IV/2 des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit integriert werden müssen

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — Begriffsbestimmungen**Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:**

1° die Verwaltung: Direktion für subventionierte öffentliche Räume der Abteilung für lokale Infrastruktur des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen;

2° die Gemeinde: die vom Ziehungsrecht begünstigte Gemeinde, d. h. alle Gemeinden auf dem Gebiet der wallonischen Region;

3° der Minister: der für Mobilität zuständige Minister;

4° die Plenarsitzung zur Erstellung des Vorentwurfs: die Zusammenkunft im Stadium der „Bleistiftskizze“ in Anwesenheit aller Personen, die Beihilfe zur Projektplanung leisten können, mit dem Ziel, die Qualität der Projekte und die Sicherheit der Arbeiten zu gewährleisten und - außer im Fall höherer Gewalt - alle neuen Arbeiten innerhalb der im Vertrag vorgesehenen Garantiefristen für das betreffende Investitionsgebiet zu vermeiden;

5° das Dekret vom 1. April 2004: das Dekret vom 1. April 2004 über nachhaltige Mobilität und Zugänglichkeit;

6° Intermodalität: die Nutzung mehrerer Verkehrsträger während einer Reise mit dem Ziel, den Komfort der Nutzer durch die bestmögliche Optimierung ihrer Reisen zu erhöhen;

7° der Investitionsplan: der kommunale Investitionsplan für aktive Mobilität und Intermodalität, abgekürzt „PIMACI“ (plan d’investissement mobilité active communal et intermodalité), entspricht dem kommunalen Investitionsplan bezüglich der Realisierung bestimmter Infrastrukturen im Rahmen der nachhaltigen Mobilität im Sinne von Titel IV/2 des Dekrets vom 1. April 2004;

8° der Schalter der lokalen Behörden: das IT-Tool, mit dem die Gemeinden ihre Formulare und Belege bezüglich des Investitionsplans und der in den Investitionsplan aufgenommenen Akten elektronisch an die Verwaltung übermitteln können;

9° der Mobipol: der physische Ort, ein „Hub“, an dem verschiedene Mobilitätsangebote und -infrastrukturen zusammenlaufen. Dieses Angebot und die dazugehörige Infrastruktur können verschiedene Formen annehmen und werden je nach lokaler Situation und Kontext dimensioniert.

KAPITEL 2 — Zweck der Subvention

Art. 2 - Die Gemeinden erhalten ein Ziehungsrecht für die Programmplanung 2022-2024 des Investitionsplans.

KAPITEL 3 — Höhe des Ziehungsrechts

Art. 3 - Der Gesamtbetrag des Ziehungsrechts für die Programmplanung 2022-2024 des Investitionsplans beträgt 210.000.000 Euro, die gemäß den in Artikel 31/11, Absatz 1 des Dekrets vom 1. April 2004 vorgesehenen Bestimmungen auf alle Gemeinden verteilt werden.

KAPITEL 4 — Verpflichtungen der Gemeinden

Art. 4 - Den Gemeinden wird das einzurichtende Gebäude oder Grundstück mindestens zwanzig Jahre lang ab dem Zeitpunkt der Übermittlung des in Artikel 22 genannten Projekts zur Verfügung gestellt.

Art. 5 - Die Zweckbestimmung der in den Artikeln 13 bis 15 genannten Investitionen bleibt für einen Zeitraum von mindestens fünfzehn Jahren nach der vorläufigen Abnahme der Arbeiten mit einer der dort vorgesehenen Zweckbestimmungen oder Nutzungen vereinbar.

Andernfalls wird der Anteil des Ziehungsrechts, der sich auf diese Investitionen bezieht, von der Gemeinde zurückgefordert. Der Erstattungsbetrag wird anteilig für die Jahre berechnet, in denen die Zweckbestimmung nicht eingehalten wurde.

Art. 6 - Die Gemeinde informiert die Verwaltung, wenn sie für die Durchführung der gleichen Investition in Anwendung anderer gesetzlicher, regulatorischer oder vertraglicher Bestimmungen eine externe finanzielle Kostenübernahme erhalten oder beantragt hat oder nicht.

Die Gemeinde stellt die in Absatz 1 genannte Information der Verwaltung zur Verfügung, sobald sie ihr bekannt ist.

Es gibt keine Kumulierung von Finanzinterventionen für ein und denselben Posten desselben Auftrags.

Art. 7 - Die Gemeinde führt die Einrichtung dem Folgenden entsprechend durch:

1° den Vorschriften des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung,

2° der neuesten Version des Qualiroutes und

3° den auf der Internetseite des Öffentlichen Dienstes der Wallonie verfügbaren Empfehlungen zur Straßeneinrichtung.

Art. 8 - Absatz 1. Die Gemeinde richtet einen Begleitausschuss ein. Der Begleitausschuss koordiniert die Gestaltung, Umsetzung und Bewertung des Investitionsplans und gibt eine Stellungnahme zu allen relevanten Projekten ab.

Der Begleitausschuss setzt sich wie folgt zusammen:

1° der für Mobilität zuständige Gemeindebeamte;

2° der für Fahrradmobilität zuständige Gemeindebeamte;

3° die Vertreter des Dienstes für Bauwesen und Städtebau;

4° der Vertreter des für Mobilität zuständigen Gemeindekollegiums;

5° die lokalen Vertreter der Nutzer oder Nutzerverbände;

6° der Delegierte der beratenden Gemeindekommission für Raumordnung und Mobilität, sofern diese besteht.

Absatz 2. Der Begleitausschuss wird durch je nach den verschiedenen behandelten Themen als nützlich erachtete Personen ergänzt.

Art. 9 - Absatz 1. Die Gemeinde führt jährlich Fahrrad- und Fußgängerzählungen auf der Grundlage der von der Abteilung Mobilitätsplanung des ÖDW Mobilität & Infrastrukturen bereitgestellten Modelle und Instrumente durch und übermittelt ihr die Ergebnisse.

Absatz 2. Die Gemeinde erstellt innerhalb von zwei Jahren nach Ende der Programmplanung eine Bestandsaufnahme der Radverkehrsanlagen und öffentlichen Fahrradabstellplätze auf ihrem Gebiet auf der Grundlage der von der Abteilung Mobilitätsplanung des ÖDW Mobilität & Infrastrukturen bereitgestellten Instrumente.

Art. 10 - In allen Fällen, unabhängig davon, ob die Gemeinde als Auftraggeber handelt oder nicht, muss die Validierung aller an die Bieter übermittelten Unterlagen durch das zuständige Organ des Begünstigten der Subventionen erfolgen.

KAPITEL 5 — Förderfähigkeit

Art. 11 - Der Betrag der förderfähigen Investitionen pro Auftrag entspricht dem in Artikel 5 Absatz 2 des Königlichen Erlasses vom 14. Januar 2013 zur Festlegung der allgemeinen Regeln für die Ausführung öffentlicher Aufträge festgelegten Betrag oder ist höher.

Art. 12 - Nur Bauaufträge sind förderfähig. Jede Akte kann die verfügbaren finanziellen Mittel aus einem, zwei oder drei der in den Artikeln 13 bis 15 genannten Themenbereiche nutzen.

Das jeder Gemeinde gewidmete Budget wird im folgenden Verhältnis aufgeteilt:

1° etwa zwanzig Prozent für Fußgängereinrichtungen;

2° etwa fünfzig Prozent für Fahrradwege;

3° etwa dreißig Prozent für die Intermodalität.

Abschnitt I — Fußgängerfreundliche Einrichtungen

Art. 13 - Absatz 1. Nur die folgenden Einrichtungen sind beihilfefähig:

- 1° Bürgersteige und kleine barrierefreie Einrichtungen für alle;
- 2° Fußgängerzonen;
- 3° Schulstraßen;
- 4° durch das Verkehrszeichen F99 (a, b und c) angezeigte getrennte Wege;
- 5° durch das Verkehrszeichen D9 angezeigte Geh-, Rad- und Mofawege;
- 6° durch das Zeichen D10 angezeigte Geh- und Radwege;
- 7° Begegnungszonen.

Absatz 2. Die errichteten Einrichtungen verfügen über einen robusten Belag, etwa aus Beton, Naturstein, Pflaster oder kohlenwasserstoffhaltigem Material, um allen Fußgängern und Personen mit eingeschränkter Mobilität unabhängig von den Wetterbedingungen den nötigen Komfort zu bieten. Andere Beläge wie Dolomit, Fräsgut, stabilisierte oder verdichtete Beläge sind nicht förderfähig.

Abschnitt II — Fahrradfreundliche Einrichtungen

Art. 14 - Absatz 1. Nur die folgenden Einrichtungen sind beihilfefähig:

- 1° durch das Verkehrszeichen F99a, b und c angezeigte getrennte Wege;
- 2° durch das Verkehrszeichen D7 angezeigte getrennte Radwege;
- 3° durch das Verkehrszeichen D9 angezeigte Geh-, Rad- und Mofawege;
- 4° durch das Zeichen D10 angezeigte Geh- und Radwege;
- 5° markierte Radwege;
- 6° Fahrradstraßen;
- 7° angedeutete Radfahrstreifen und andere Markierungen zugunsten von Radfahrern;
- 8° Einrichtungen zur Senkung der Geschwindigkeit zugunsten von Fahrrädern in Stadtzentren oder Dörfern;
- 9° kleinere Arbeiten zur Verbesserung des Komforts wie das Absenken eines Bordsteins, das Anbringen einer Rinne, die Schaffung eines Vorsprungs für Radfahrer, von Rampen, Ein- und Ausfahrten für Einbahnstraßen mit Radverkehr in beiden Richtungen;
- 10° vertikale Signalisierungen für Radfahrer wie z. B. Zeichen „Einbahnstraße mit Radverkehr in beiden Richtungen“, Zeichen B22/B23 „Fahrräder dürfen trotz Gelb- oder Rotlicht rechts abbiegen“ oder „Fahrräder dürfen trotz Gelb- oder Rotlicht geradeaus weiterfahren“, Zeichen F45b und Richtungsschilder;
- 11° gesicherte oder ungesicherte Fahrradabstellplätze, sofern sie Teil eines Bauauftrags sind und jederzeit und vom öffentlichen Raum aus zugänglich sind;
- 12° Begegnungszonen;
- 13° Fahrbahnen mit Mittelpur.

Absatz 2. Die errichteten Einrichtungen verfügen über einen robusten Belag, etwa aus Beton oder kohlenwasserstoffhaltigem Material, um allen Nutzern - Fußgängern, Radfahrern und Personen mit eingeschränkter Mobilität - unabhängig von den Wetterbedingungen den nötigen Komfort zu bieten. Andere Beläge wie Dolomit, Fräsgut, stabilisierte oder verdichtete Beläge sind nicht förderfähig.

Abschnitt III — Einrichtungen zur Förderung der Intermodalität

Art. 15 - Absatz 1. Nur die folgenden Einrichtungen sind beihilfefähig:

- 1° Einrichtung von Radwegen in einem Umkreis von höchstens zehn Kilometern, die durchgehende Verbindungen zum oder vom Mobipol ermöglichen;
- 2° Einrichtung von Gehwegen in einem Umkreis von höchstens drei Kilometern, die durchgehende Verbindungen zum oder vom Mobipol ermöglichen;
- 3° Gebäude, die eine freundliche Wartezeit und die Aufnahme verschiedener Dienste, wie z. B. der Fahrradstation, ermöglichen;
- 4° Parkplätze;
- 5° Carsharing;
- 6° Entlastung;
- 7° Fahrgemeinschaften;
- 8° gesicherte Abstellmöglichkeiten für Fahrräder;
- 9° spezifische Beleuchtung;
- 10° spezifische Beschilderung zur klaren und einheitlichen Identifizierung aller Mobipole in der wallonischen Region.

Die Verkehrsbehörde stellt die Grafische Charta der Mobipole zur Verfügung.

Absatz 2. Die Einrichtungen werden gemäß dem STOP-Prinzip priorisiert, wie in Artikel 31/8, 2°, des Dekrets vom 1. April 2004 definiert.

Absatz 3. Die erstellten Einrichtungen verfügen über einen verhärteten Belag, wie z. B. aus Beton oder auf Kohlenwasserstoffbasis.

Der Belag bietet bei allen Wetterbedingungen den nötigen Komfort für Fußgänger, Radfahrer und Menschen mit eingeschränkter Mobilität.

Andere Beläge wie Dolomit, Fräsgut, stabilisierte oder verdichtete Beläge sind nicht förderfähig.

Absatz 4. Vorbehaltlich der gemäß den Strategien der Betreiber öffentlicher Verkehrsmittel vorgesehenen Einrichtungen konzentrieren sich die Haushaltsmittel in einem MobiPol, einem Ort der Intermodalität in der Nähe eines strukturierenden Angebots des öffentlichen Verkehrs oder andernfalls in der Nähe des strukturierenden Netzes der SOFICO.

KAPITEL 6 — Verfahren

Abschnitt 1 — Übermittlung der Unterlagen

Art. 16 - Die Gemeinde leitet die Unterlagen und Akten in jeder Phase des Verfahrens über den Schalter der lokalen Behörden an die Verwaltung weiter.

Abschnitt 2 — Einführung des Investitionsplans

Art. 17 - Die Gemeinde übermittelt der Verwaltung ihren Investitionsplan innerhalb von einhundertachtzig Tagen nach der Mitteilung des Betrags des jeder Gemeinde zugeteilten Ziehungsrrechts zur Genehmigung.

Der Minister entscheidet innerhalb von sechzig Tagen nach Erhalt des Investitionsplans.

Die Zustellung der Entscheidung erfolgt spätestens am Tag des Fristablaufs.

Der Minister kann den ihm vorgelegten Investitionsplan teilweise genehmigen.

Die Gemeinde, deren Investitionsplan nicht vollständig genehmigt wurde, legt dem Minister innerhalb von dreißig Tagen nach Zustellung der Entscheidung des Ministers einen berichtigten Plan vor.

Art. 18 - Die Gemeinde reicht die Akte über einen Investitionsplan oder dessen Berichtigung auf der Grundlage des von der Verwaltung erstellten Formulars ein.

Die Akte besteht aus folgenden Teilen:

1° Beratung des Gemeinderats zur Genehmigung des Investitionsplans;

2° nach einem von der Verwaltung festgelegten Muster erstelltes Investitionsverzeichnis;

3° für jede Investition eine nach einem von der Verwaltung festgelegten Muster erstellte Karteikarte, zusammen mit:

a) einer Beschreibung des Zustands und der durchzuführenden Arbeiten;

b) einem Lageplan;

c) Fotos der Orte;

d) einer detaillierten Kostenschätzung;

e) bei straßenbezogenen Akten, einer Skizze der geplanten Einrichtung;

f) bei gebäudebezogenen Akten, einer Skizze der geplanten Einrichtungen mit Angabe der Raumnutzung;

4° für Straßenprojekte: der Zustimmung der öffentlichen Wasserverwaltungsgesellschaft zu dem vorgelegten Plan;

5° Protokoll des in Artikel 8 genannten Begleitausschusses, in dem die Liste der kommunalen Vorschläge zur Kenntnis genommen wird.

Art. 19 - Absatz 1. Der Investitionsplan entspricht den folgenden Grundsätzen:

1° der Investitionsplan bezieht sich nur auf gemäß den Artikeln 13 bis 15 förderfähige Arbeiten;

2° der Investitionsplan erfüllt die in den Artikeln 12 bis 15 festgelegten besonderen Bedingungen;

3° der subventionierte Teil des Mindestgesamtbetrages der im Plan aufgeführten Arbeiten überschreitet nicht hundertfünfzig Prozent des im Anhang aufgeführten Betrages;

4° der Beteiligungssatz der wallonischen Region beläuft sich auf achtzig Prozent der förderfähigen Arbeiten.

Absatz 2. Wenn ein privater Projektträger beteiligt ist, werden die auf fünf Prozent des Betrags der förderfähigen Arbeiten beschränkten Studienkosten bei der Gewährung der Subvention berücksichtigt.

Wenn ein privater Projektträger beteiligt ist, werden die pauschal auf fünf Prozent des Betrags der förderfähigen Arbeiten beschränkten Studienkosten bei der Gewährung der Subvention berücksichtigt.

Absatz 3. Die auf fünf Prozent des Betrags der förderfähigen Arbeiten beschränkten Prüfungskosten, einschließlich der Vorprüfungen und der für die Kontrolle der Arbeiten erforderlichen Prüfungen, werden bei der Gewährung der Subvention berücksichtigt.

Abschnitt 3 — Plenarsitzung zur Erstellung des Vorentwurfs

Art. 20 - Absatz 1. Die Gemeinde einigt sich mit der Verwaltung auf einen Termin für die Plenarsitzung zur Erstellung des Vorentwurfs.

Die Gemeinde lädt alle Personen oder Organisationen ein, die bei der Ausarbeitung und Durchführung der Projekte mitwirken können. Sie verschickt die Einladungen mindestens 15 Tage vor den Sitzungen und fügt den Vorentwurf bei.

Absatz 2. Bei straßenbezogenen Investitionen enthält der Vorentwurf:

1° eine Bleistiftskizze, die, wenn das Projekt dies erfordert, auf der Grundlage einer topografischen Aufnahme des Geländes erstellt wird, sowie ein oder mehrere Querprofile, aus denen die geplante Lage der Abwasser- oder Klärwasserleitungen hervorgeht;

2° wenn die Investition die öffentliche Beleuchtung umfasst, eine photometrische Studie mit einem Vermerk, in dem die Verbesserung der Beleuchtung des öffentlichen Bereichs zur Erhöhung der Sicherheit der Nutzer und zur Verbesserung des Lebensumfelds nachgewiesen wird.

Bei baubezogenen Investitionen enthält der Vorentwurf:

1° einen Lageplan;

2° Skizzen;

3° Pläne im Maßstab 1/100;

4° eine Erläuterung, in der gegebenenfalls die in Bezug auf Folgendes gewählten technischen Lösungen beschrieben werden:

- a) Architektur;
- b) spezielle Techniken;
- c) Energieeffizienz;
- d) Zugänglichkeit;
- e) Empfang.

Art. 21 - Im Hinblick auf die Plenarsitzung zur Erstellung des Vorentwurfs übergeben die Vertreter der an der Durchführung der Investition möglicherweise beteiligten Einrichtungen der Gemeinde alle vorgeschriebenen und technischen Informationen in vollständiger, klarer und prägnanter Form, die es ihr unbeschadet der einzuholenden Genehmigungen ermöglichen, die Investitionsstudie abzuschließen und der Verwaltung ihren in Artikel 22 genannten Entwurf zur Stellungnahme vorzulegen.

Die Gemeinde verfasst über die Plenarsitzung zur Erstellung des Vorentwurfs ein Protokoll und teilt es den in Absatz 1 genannten Vertretern innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Plenarsitzung zur Erstellung des Vorentwurfs mit.

Die in Absatz 1 genannten Vertreter verfügen über eine Frist von fünfzehn Tagen ab Zustellung des Protokolls, um der Gemeinde ihre gegebenenfalls durch zusätzliche Unterlagen gestützten Bemerkungen mitzuteilen.

Die Gemeinde sendet das geänderte Protokoll innerhalb von fünfzehn Tagen nach Ablauf der Frist für den Eingang von Bemerkungen an die in Absatz 1 genannten Vertreter zurück. Das geänderte Protokoll kann nicht mehr angefochten werden.

Beim Ausbleiben von Bemerkungen innerhalb der ursprünglichen Frist von fünfzehn Tagen gilt das Protokoll als genehmigt.

Die in Absatz 3 genannte Frist wird:

- 1° verdoppelt, wenn sie in den Monaten Juli und August beginnt oder fällig wird;
- 2° ausgesetzt vom 25. Dezember bis zum 31. Dezember;
- 3° bis zum nächstmöglichen Tag aufgeschoben, wenn sie an einem Samstag, Sonntag oder Feiertag fällig wird.

Abschnitt 4 — Projekt

Art. 22 - Absatz 1. Die Gemeinde wählt die Projekte, die sie umsetzen will, aus den für das laufende Jahr in ihrem von der Verwaltung genehmigten Investitionsplan aufgeführten Akten aus.

Absatz 2. Die Gemeinde legt der Verwaltung die technischen Akten und die Lastenhefte der von ihr ausgewählten Projekte innerhalb des im Investitionsprogramm genannten Jahres und vor dem 30. Juni 2024 zur Genehmigung vor, wenn ihre Projekte im letzten Jahr der Programmplanung angesetzt werden.

Absatz 3. Die Verwaltung bestätigt den Empfang der Projekte, wenn alle in Absatz 4 genannten Belege beigelegt sind. Andernfalls fordert die Verwaltung die fehlenden Unterlagen nach.

Absatz 4. Die Projektakten werden auf der Grundlage des von der Verwaltung erstellten Formulars eingereicht, das die Punkte „Verfügbarkeit der Grundstücke“ und „Städtebaugenehmigung“ enthält.

Die Akte enthält die folgenden Belege:

- 1° gegebenenfalls, für Dienstleistungsaufträge im Zusammenhang mit der Projektstudie:
- a) die begründete Beratung, mit der das Gemeindekollegium den Auftrag vergibt;
- b) den Bericht über die Vergabe des Auftrags;
- c) das ausgewählte Angebot;
- 2° die Beratung, mit der der Gemeinderat den Entwurf genehmigt, die Art der Auftragsvergabe wählt, die Bedingungen für die Auftragsvergabe festlegt und die Bestandteile der Bekanntmachung beschließt, oder, falls die Gemeinde nicht der Hauptauftraggeber ist, die Beratung des Gemeindekollegiums, mit der die vom zuständigen Organ des Hauptauftraggebers getroffene Entscheidung gebilligt wird;
- 3° gegebenenfalls den Entwurf der Auftragsbekanntmachung;
- 4° den Entwurf des Sonderlastenhefts;
- 5° das geschätzte Aufmaß und das zusammenfassende Aufmaß der Arbeiten, gegebenenfalls mit detaillierten Angaben zu anderen finanziellen Beiträgen;
- 6° die Ausführungspläne;
- 7° die Beschilderungspläne;
- 8° die Erläuterung, aus der hervorgeht, dass angemessene Maßnahmen zur Gewährleistung der Zugänglichkeit der betreffenden öffentlichen Gebäude für Personen mit eingeschränkter Mobilität ergriffen wurden, oder die Charta der Zugänglichkeit bei Projekten, die die Gestaltung öffentlicher Räume betreffen;
- 9° für Arbeiten an der öffentlichen Beleuchtung die photometrische Studie, wenn sie nicht für die Sitzung zur Erstellung des Vorentwurfs übermittelt wurde.

Die in Absatz 1, Ziffer 2 genannte Beratung nimmt ausdrücklich Bezug auf den „Kommunalen Investitionsplan für aktive Mobilität und Intermodalität“.

Absatz 5. Die Frist für die Genehmigung der Projekte beträgt dreißig Tage ab dem Zeitpunkt, an dem die Verwaltung den Eingang der vollständigen Akten bestätigt hat. Diese Frist kann einmalig um fünfzehn Tage verlängert werden.

Die Verwaltung versendet die Mitteilung über die Entscheidung spätestens am Tag des Fristablaufs.

Abschnitt 5. — Vergabe

Art. 23 - Die Gemeinde leitet jede Akte über die Vergabe innerhalb von fünfzehn Tagen nach ihrer Genehmigung durch das zuständige Organ zur Zustimmung an die Verwaltung weiter.

Die Frist für die Genehmigung der Akten über die Vergabe beträgt dreißig Tage ab dem Zeitpunkt, an dem die Behörde den Eingang der Akten und ihrer Belege bestätigt. Diese Frist kann einmalig um fünfzehn Tage verlängert werden.

Die Akte über die Vergabe wird auf der Grundlage des von der Verwaltung erstellten Formulars eingereicht.

Sie enthält die folgenden Belege:

1° das Protokoll der Eröffnung der Angebote, außer bei Verhandlungsverfahren ohne vorherigen Aufruf zum Wettbewerb;

2° das ausgewählte Angebot und seine Anhänge;

3° den Bericht des Sicherheits- und Gesundheitskoordinators, außer wenn im Entwurfsstadium mit Sicherheit feststeht, dass die Arbeiten auf der zeitweiligen oder mobilen Baustelle von einem einzigen Unternehmer ausgeführt werden;

4° den Bericht und die Entscheidung über die qualitative Auswahl der Unternehmen;

5° den vom Projektträger erstellten Bericht über die Vergabe des Auftrags;

6° die Vergleichstabelle der Einheitspreise aller ausgewählten Angebote im Excel-Format;

7° gegebenenfalls die Informationsanfragen und die erhaltenen Antworten;

8° gegebenenfalls die Anfragen zur Begründung des Preises und die erhaltenen Antworten;

9° die begründete Beratung, mit der das Gemeindekollegium den Auftragnehmer bestimmt und den Betrag des ausgewählten Angebots billigt, oder, falls die Gemeinde nicht der Hauptauftraggeber ist, die Beratung des Gemeindekollegiums, mit der die vom zuständigen Organ des Hauptauftraggebers getroffene Entscheidung über die Vergabe gebilligt wird;

10° bei Änderung der im Projektstadium eingereichten Akte das Sonderlastenheft und die Pläne in ihrer endgültigen Fassung;

11° gegebenenfalls die in der Stellungnahme zum Projekt angeforderten Dokumente sowie die der Stellungnahme zum Projekt beigelegte Tabelle zur Weiterverfolgung der Bemerkungen;

12° bei Verhandlungsverfahren ohne vorherigen Aufruf zum Wettbewerb die Liste der konsultierten Unternehmen;

13° gegebenenfalls die veröffentlichte Bekanntmachung des Auftrags sowie etwaige berichtigende Bekanntmachungen.

Die Gemeinde meldet den Auftrag nur dann an, wenn die Verwaltung der Vergabe zustimmt. Wenn die Gemeinde den Auftrag anmeldet, ohne dass die Vergabe von der Verwaltung genehmigt wurde, verliert die Gemeinde die Subvention.

Abschnitt 6 — Erwerbe

Art. 24 - Innerhalb von dreißig Tagen nach Unterzeichnung des Kaufvorvertrags oder der Genehmigung der Kaufvertragsentwürfe durch ihren Gemeinderat übermittelt die Gemeinde der Verwaltung die Unterlagen für den Erwerb der in ihrem genehmigten Investitionsplan aufgeführten Güter.

Die Erwerbsunterlagen bestehen aus den folgenden Belegen:

1° der Beratung, in der die Gemeinde über den Erwerb entscheidet;

2° dem Auszug aus dem Katasterplan;

3° der Wertschätzung - wobei zwischen den Kosten für die Immobilie und den Kosten für das Grundstück unterschieden wird -, die vom Erwerbsausschuss oder vom Einnehmer des Registrationsamtes erstellt wurde oder die gegebenenfalls von einem Notar, einem in das vom Föderalen Rat der Landmesser-Gutachter geführte Verzeichnis eingetragenen sachverständigen Landmesser für Immobilien oder einem in die Architektenkammer eingetragenen Architekten erstellt wurde;

4° der Verkaufsvorvertrag oder der Entwurf der Erwerbsurkunde.

Die Verwaltung genehmigt die Erwerbsakten.

Abschnitt 7 — Ausführung der Arbeiten

Art. 25 - Die Gemeinden übermitteln der Verwaltung:

1° eine Kopie der Mitteilung über jeden Auftrag;

2° die Anweisung zur Aufnahme der Arbeiten, sobald sie dem erfolgreichen Auftragnehmer mitgeteilt wurde, jedoch höchstens innerhalb von sechs Monaten nach der Zustimmung zur betreffenden Vergabeakte.

Abschnitt 8 — Endabrechnungen

Art. 26 - Absatz 1. Innerhalb von sechs Monaten nach der vorläufigen Abnahme reicht die Gemeinde bei der Verwaltung die Unterlagen für die Endabrechnung der Arbeiten ein, die auf dem von der Verwaltung erstellten Formular basieren und folgende Belege enthalten:

1° die gemäß der Norm NBN B06-006 erstellte Endabrechnung des Unternehmens, einschließlich der detaillierten Berechnung der Revisionen pro Zustand und der entsprechenden Rechnung;

2° den für jeden Posten erstellten Bericht, in dem die Überschreitung der angenommenen Mengen der Posten des ursprünglichen Auftrags um mehr als zehn Prozent begründet wird;

3° das Protokoll der vorläufigen Abnahme;

4° die Beratung zur Genehmigung der Abrechnung;

5° die Rechnung über die Studien;

6° das Formular für Abfälle aus Straßen- und Entwässerungsarbeiten;

7° die Rechnungen und die Testprotokolle zusammen mit dem Bericht des Projektträgers, eventuell mit detaillierten Angaben zu den Posten, auf die die Abschläge angewendet werden, und der Berechnung der Abschläge;

8° die Berechnung der Frist für die Ausführung der Arbeiten;

9° einen Bericht, einschließlich einer Kopie der Beratungen und eventueller nicht übermittelter Nachträge, in dem alle nach Posten aufgeschlüsselten Arbeiten aufgeführt sind, die Gegenstand einer Änderung des ursprünglichen Auftrags sind;

10° für Akten, die sich auf Gebäude beziehen, gegebenenfalls:

a) den Bericht des regionalen Feuerwehrdienstes nach Abschluss der Arbeiten;

b) das Protokoll über die Abnahme einer Strom-, Gas-, Aufzugs- oder Brandmeldeanlage durch eine zugelassene Stelle.

Zu Absatz 1, Ziffer 6: Die Gemeinde behält die Räumungsscheine.

In Bezug auf Absatz 1, Ziffer 8 sind eventuelle noch nicht übermittelte Anordnungen zur Unterbrechung und Wiederaufnahme der Bauarbeiten sowie gegebenenfalls Begründungen für zusätzliche Fristen und die Berechnung von Bußgeldern für Verzögerungen beizufügen.

Absatz 2. Bei Erwerbsakten übermittelt die Gemeinde eine Kopie der authentischen Erwerbsurkunde an die Verwaltung.

Absatz 3. Eventuelle Nachträge, zusätzliche oder ergänzende Arbeiten können bei der Verwendung der Subvention global berücksichtigt werden, wenn sie in der Vergabephase unvorhersehbar waren. Die sich daraus ergebende Gesamtsubvention darf den gegebenenfalls nach unten angepassten Betrag gemäß Artikel 27 nicht überschreiten.

Abschnitt 9 — Verteilung des Unausgeführten

Art. 27 - Der Wert des Unausgeführten wird von der Verwaltung auf der Grundlage der am 31. Dezember 2024 zugewiesenen und unter Einhaltung der vorgesehenen Verfahren eingereichten Akten ermittelt. Dieser auf diese Weise ermittelte Betrag wird den Gemeinden über den Schalter der lokalen Behörden oder per Post mitgeteilt. Die Gemeinden haben dreißig Tage Zeit, um ihre Anmerkungen abzugeben. Nach Ablauf dieser Frist gilt der Betrag des Unausgeführten als genehmigt.

Für die betroffenen Gemeinden wird der Betrag ihrer Mittelzuweisung für die Programmplanung um den Wert des Nichtausgeführten gekürzt. Die verbleibenden Zahlungen aus der Programmplanung und gegebenenfalls den folgenden Programmplanungen werden entsprechend gekürzt.

Wenn es keine weitere Programmplanung gibt, wird der zu viel gezahlte Betrag zurückerstattet.

Abschnitt 10 — Kontrolle und Sanktionen

Art. 28 - Die Gemeinden laden die Verwaltung zur vorläufigen Abnahme jeder Investition ein.

Art. 29 - In jeder Phase des Verfahrens kann eine Gemeinde, wenn sie die technischen oder rechtlichen Standards eines Projekts im weitesten Sinne nicht einhält, für den Teil des dem Projekt zugewiesenen Ziehungsbetrags in Höhe des nicht konformen Anteils nicht förderfähig sein.

KAPITEL 7 — Zahlungen

Art. 30 - Die von der Wallonischen Regierung eingesetzten Mittel werden über einen Zeitraum von fünf Jahren wie folgt verteilt:

Jahr	2021	2022	2023	2024	2025
Verpflichtungs- ermächtigun- gen	52.000.000 EUR	90.000.000 EUR	46.000.000 EUR	18.000.000 EUR	4.000.000 EUR

Die liquidierten Mittel an die Gemeinden werden über einen Zeitraum von fünf Jahren wie folgt verteilt

Jahr	2021	2022	2023	2024	2025
Liquidations- kredite	27.000.000 EUR	78.000.000 EUR	35.000.000 EUR	28.000.000 EUR	42.000.000 EUR

Die Verteilung der jeder Gemeinde zugewiesenen Mittel ist im Anhang aufgeführt.

KAPITEL VIII — Einbeziehung der zuvor gewährten Mittel in das Verfahren der mehrjährigen Programmplanung 2022-2024

Art. 31 - Alle Anträge, die im Rahmen des ministeriellen Erlasses vom 29. November 2021 über die Gewährung einer Subvention an Städte und Gemeinden im Rahmen eines kommunalen Investitionsplans für aktive Mobilität und Intermodalität und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2022 zur Gewährung einer zweiten Subventionstranche an Städte und Gemeinden im Rahmen des kommunalen Investitionsplans für aktive Mobilität und Intermodalität eingereicht wurden, werden im Investitionsplan für die Programmplanung 2022-2024 berücksichtigt.

Namur, den 23. November 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

Amhang - Verteilung der Mittel pro Jahr, die jeder Gemeinde im Rahmen der Planung 2022-2024 des kommunalen Investitionsplans für aktive Mobilität und Intermodalität zugewiesen werden

LAS	GEMEINDE	PIMACI	2021	2022	2022	2023	2024	2025
		210.000.000,00	27.000.000,00	25.000.000,00	53.000.000,00	35.000.000,00	28.000.000,00	42.000.000,00
25005	Beauvechain	312.209,04	40.141,16	37.167,74	78.795,61	52.034,84	41.627,87	62.441,82
25014	Braine-l'Alleud	1.311.474,78	168.618,19	156.127,95	330.991,25	218.579,13	174.863,30	262.294,96
25015	Braine-le-Château	411.515,76	52.909,17	48.989,97	103.858,74	68.585,96	54.868,77	82.303,15
25117	Chastre	475.547,52	61.141,82	56.612,80	120.019,14	79.257,92	63.406,34	95.109,50
25018	Chaumont-Gistoux	444.225,36	57.114,69	52.883,97	112.114,02	74.037,56	59.230,05	88.845,07
25023	Court-Saint-Etienne	419.695,62	53.960,87	49.963,76	105.923,18	69.949,27	55.959,42	83.939,12
25031	Genappe	749.207,76	96.326,71	89.191,40	189.085,77	124.867,96	99.894,37	149.841,55
25037	Grez-Doiceau	572.451,78	73.600,95	68.149,02	144.475,93	95.408,63	76.326,90	114.490,35
25118	Hélécine	206.265,66	26.519,87	24.555,44	52.057,52	34.377,61	27.502,09	41.253,13
25043	Incourt	468.894,78	60.286,47	55.820,81	118.340,11	78.149,13	62.519,30	93.778,96
25044	Ittre	469.836,36	60.407,53	55.932,90	118.577,75	78.306,06	62.644,85	93.967,27
25048	Jodoigne	439.625,52	56.523,29	52.336,37	110.953,11	73.270,92	58.616,74	87.925,09
25050	La Hulpe	240.607,98	30.935,31	28.643,81	60.724,87	40.101,33	32.081,06	48.121,60
25119	Lasne	532.543,02	68.469,82	63.397,98	134.403,71	88.757,17	71.005,74	106.508,60
25068	Mont-Saint-Guibert	319.713,42	41.106,01	38.061,12	80.689,58	53.285,57	42.628,46	63.942,68
25072	Nivelles	1.009.986,54	129.855,41	120.236,49	254.901,36	168.331,09	134.664,87	201.997,32
25120	Orp-Jauche	604.848,06	77.766,19	72.005,72	152.652,13	100.808,01	80.646,41	120.969,60
25121	Ottignies-Louvain-la-Neuve	1.194.777,60	153.614,26	142.235,43	301.539,11	199.129,60	159.303,68	238.955,52

25084	Perwez	579.401,70	74.494,50	68.976,39	146.229,95	96.566,95	77.253,56	115.880,35
25122	Ramillies	444.208,92	57.112,58	52.882,01	112.109,87	74.034,82	59.227,86	88.841,78
25123	Rebecq	553.319,58	71.141,09	65.871,38	139.647,32	92.219,93	73.775,94	110.663,92
25091	Rixensart	771.545,94	99.198,76	91.850,71	194.723,50	128.590,99	102.872,79	154.309,19
25105	Tubize	1.064.037,18	136.804,78	126.671,09	268.542,72	177.339,53	141.871,62	212.807,44
25107	Villers-la-Ville	708.817,86	91.133,72	84.383,08	178.892,13	118.136,31	94.509,05	141.763,57
25124	Walhain	433.625,22	55.751,81	51.622,05	109.438,75	72.270,87	57.816,70	86.725,04
25110	Waterloo	966.876,78	124.312,73	115.104,38	244.021,28	161.146,13	128.916,90	193.375,36
25112	Wavre	1.292.310,18	166.154,17	153.846,45	326.154,47	215.385,03	172.308,02	258.462,04
52074	Aiseau-Presles	545.288,16	70.108,48	64.915,26	137.620,35	90.881,36	72.705,09	109.057,62
56001	Anderlues	581.782,14	74.800,56	69.259,78	146.830,73	96.963,69	77.570,95	116.356,43
57003	Antoing	413.497,62	53.163,98	49.225,91	104.358,92	68.916,27	55.133,02	82.699,52
51004	Ath	1.550.566,02	199.358,49	184.591,19	391.333,33	258.427,67	206.742,14	310.113,20
56005	Beaumont	905.338,56	116.400,67	107.778,40	228.490,21	150.889,76	120.711,81	181.067,71
51008	Beloeil	803.517,96	103.309,45	95.656,90	202.792,63	133.919,66	107.135,73	160.703,59
51009	Bernissart	551.532,00	70.911,26	65.658,57	139.196,17	91.922,00	73.537,60	110.306,40
58002	Binche	1.534.449,36	197.286,35	182.672,54	387.265,79	255.741,56	204.593,25	306.889,87
53014	Boussu	790.135,86	101.588,90	94.063,79	199.415,24	131.689,31	105.351,45	158.027,17
55004	Braine-le-Comte	1.097.360,04	141.089,15	130.638,10	276.952,77	182.893,34	146.314,67	219.472,01
51012	Bruglette	286.133,58	36.788,61	34.063,52	72.214,67	47.688,93	38.151,14	57.226,71
57093	Brunehaut	556.164,66	71.506,88	66.210,08	140.365,37	92.694,11	74.155,29	111.232,93
57018	Cellles	635.046,66	81.648,86	75.600,79	160.273,68	105.841,11	84.672,89	127.009,33
52010	Chapelle-Lez-Herlaimont	656.416,44	84.396,40	78.144,81	165.667,00	109.402,74	87.522,19	131.283,30
52011	Charleroi	8.789.313,72	1.130.054,62	1.046.346,87	2.218.255,37	1.464.885,62	1.171.908,50	1.757.862,74
52012	Châtelet	1.610.440,44	207.056,63	191.719,10	406.444,49	268.406,74	214.725,39	322.088,09
51014	Chièvres	485.015,58	62.359,15	57.739,95	122.408,69	80.835,93	64.668,74	97.003,12
56016	Chimay	1.303.753,08	167.625,40	155.208,70	329.042,44	217.292,18	173.833,74	260.750,62

53082	Colfontaine	1.003.195,44	128.982,27	119.428,03	253.187,42	167.199,24	133.759,39	200.639,09
57097	Comines-Warneton	627.576,54	80.688,41	74.711,49	158.388,36	104.596,09	83.676,87	125.515,32
52015	Courcelles	1.439.046,84	185.020,31	171.315,10	363.188,00	239.841,14	191.872,91	287.809,38
53020	Dour	806.653,02	103.712,53	96.030,12	203.583,86	134.442,17	107.553,74	161.330,60
55050	Ecaussinnes	565.601,40	72.720,18	67.333,50	142.747,02	94.266,90	75.413,52	113.120,28
51017	Ellezelles	455.789,70	58.601,53	54.260,68	115.032,64	75.964,95	60.771,96	91.157,94
51067	Enghien	600.900,36	77.258,62	71.535,76	151.655,81	100.150,06	80.120,05	120.180,06
56022	Erquelinnes	671.915,88	86.389,18	79.989,99	169.578,77	111.985,98	89.588,78	134.383,18
57027	Estaimpuis	656.625,24	84.423,25	78.169,67	165.719,70	109.437,54	87.550,03	131.325,05
58003	Estinnes	680.501,70	87.493,08	81.012,11	171.745,67	113.416,95	90.733,56	136.100,33
52018	Farciennes	560.090,58	72.011,65	66.677,45	141.356,19	93.348,43	74.678,74	112.018,12
52021	Fleurus	1.123.968,54	144.510,24	133.805,78	283.668,25	187.328,09	149.862,47	224.793,71
51019	Flobecq	207.010,62	26.615,65	24.644,12	52.245,54	34.501,77	27.601,42	41.402,12
52022	Fontaine-l'Evêque	793.296,60	101.995,28	94.440,07	200.212,95	132.216,10	105.772,88	158.659,32
53028	Frameries	935.066,16	120.222,79	111.317,40	235.992,89	155.844,36	124.675,49	187.013,23
51065	Frasnes-lez-Anvaing	1.215.819,30	156.319,62	144.740,39	306.849,63	202.636,55	162.109,24	243.163,87
56029	Froidchapelle	601.582,20	77.346,28	71.616,93	151.827,89	100.263,70	80.210,96	120.316,44
52025	Gépinnes	711.004,68	99.129,17	91.786,27	194.586,90	128.500,78	102.800,62	154.200,94
	Ham-sur-Heure-Nalinnes							
56086	Nalinnes	717.716,82	92.277,88	85.442,48	181.138,05	119.619,47	95.695,58	143.543,36
53039	Hensies	315.857,82	40.610,29	37.602,12	79.716,50	52.642,97	42.114,38	63.171,56
53083	Honnelle	409.989,12	52.712,89	48.808,23	103.473,44	68.331,52	54.665,22	81.997,82
53044	Jurbise	640.149,48	82.304,93	76.208,27	161.561,54	106.691,58	85.353,26	128.029,90
58001	La Louvière	3.477.684,18	447.130,82	414.010,02	877.701,25	579.614,03	463.691,22	695.536,84
55035	Le Roeulx	333.394,80	42.865,05	39.689,86	84.142,50	55.565,80	44.452,64	66.678,95
53046	Lens	488.631,54	62.824,06	58.170,42	123.321,29	81.438,59	65.150,87	97.726,31

52075	Les Bons Villers	506.237,76	65.087,71	60.266,40	127.764,77	84.372,96	67.498,37	101.247,55
51069	Lessines	1.072.426,26	137.883,38	127.669,79	270.659,96	178.737,71	142.990,17	214.485,25
57094	Leuze-en-Hainaut	871.303,02	112.024,67	103.726,55	219.900,29	145.217,17	116.173,74	174.260,60
56044	Lobbes	292.166,82	37.564,31	34.781,76	73.737,34	48.694,47	38.955,58	58.433,36
55086	Manage	818.215,50	105.199,14	97.406,61	206.502,00	136.369,25	109.095,40	163.643,10
56049	Merbes-le-Château	342.568,38	44.044,51	40.781,95	86.457,73	57.094,73	45.675,78	68.513,68
56051	Momignies	853.106,10	109.685,07	101.560,25	215.307,73	142.184,35	113.747,48	170.621,22
53053	Mons	3.610.503,30	464.207,57	429.821,82	911.222,26	601.750,55	481.400,44	722.100,66
57095	Mont-de-l'Enclus	298.836,84	38.421,88	35.575,81	75.420,73	49.806,14	39.844,91	59.767,37
52048	Montigny-le-Tilleul	397.686,96	51.131,18	47.343,69	100.368,60	66.281,16	53.024,93	79.537,40
58004	Morlanwelz	798.381,78	102.649,09	95.045,45	201.496,35	133.063,63	106.450,90	159.676,36
57096	Mouscron	2.374.277,82	305.264,29	282.652,12	599.222,50	395.712,97	316.570,38	474.855,56
57062	Pecq	426.263,28	54.805,28	50.745,63	107.580,73	71.043,88	56.835,10	85.252,66
57064	Péruwelz	1.077.002,22	138.471,71	128.214,55	271.814,85	179.500,37	143.600,30	215.400,44
52055	Pont-à-Celles	906.348,48	116.530,52	107.898,63	228.745,09	151.058,08	120.846,46	181.269,70
53065	Quaregnon	755.909,52	97.188,37	89.989,23	190.777,16	125.984,92	100.787,94	151.181,90
53084	Quévy	792.646,26	101.911,66	94.362,65	200.048,82	132.107,71	105.686,17	158.529,25
53068	Quiévrain	395.557,56	50.857,40	47.090,19	99.831,19	65.926,26	52.741,01	79.111,51
57072	Rumes	243.222,00	31.271,40	28.955,00	61.384,60	40.537,00	32.429,60	48.644,40
53070	Saint-Ghislain	1.020.452,34	131.201,02	121.482,42	257.542,73	170.075,39	136.060,31	204.090,47
55085	Seneffe	716.147,82	92.076,15	85.255,69	180.742,07	119.357,97	95.486,38	143.229,56
51068	Silly	554.538,24	71.297,77	66.016,46	139.954,89	92.423,04	73.938,43	110.907,65
56088	Sivry-Rance	571.025,94	73.417,62	67.979,28	144.116,07	95.170,99	76.136,79	114.205,19
55040	Soignies	1.537.466,34	197.674,24	183.031,71	388.027,22	256.244,39	204.995,51	307.493,27
56078	Thuin	1.098.053,16	141.178,26	130.720,61	277.127,70	183.008,86	146.407,09	219.610,64

57081	Tournai	3.453.016,62	443.959,28	411.073,41	871.475,62	575.502,77	460.402,22	690.603,32
61003	Amay	614.017,92	78.945,16	73.097,37	154.966,43	102.336,32	81.869,06	122.803,58
62003	Ans	1.204.976,64	154.925,57	143.449,60	304.113,15	200.829,44	160.663,55	240.995,33
61079	Anthisnes	369.844,26	47.551,40	44.029,08	93.341,65	61.640,71	49.312,57	73.968,85
63003	Aubel	435.000,72	55.928,66	51.785,80	109.785,90	72.500,12	58.000,10	87.000,14
62006	Awans	438.607,08	56.392,34	52.215,13	110.696,07	73.101,18	58.480,94	87.721,42
62009	Aywaille	1.327.908,96	170.731,15	158.084,40	335.138,93	221.318,16	177.054,53	265.581,79
63004	Baelen	340.456,62	43.772,99	40.530,55	85.924,77	56.742,77	45.394,22	68.091,32
62011	Bassenge	559.895,58	71.986,57	66.654,24	141.306,98	93.315,93	74.652,74	111.979,12
64008	Berloz	184.589,88	23.732,98	21.974,99	46.586,97	30.764,98	24.611,98	36.917,98
62015	Beyne-Heusay	472.083,60	60.696,46	56.200,43	119.144,91	78.680,60	62.944,48	94.416,72
62119	Blegny	504.262,26	64.833,72	60.031,22	127.266,19	84.043,71	67.234,97	100.852,45
64015	Braives	493.103,52	63.399,02	58.702,80	124.449,94	82.183,92	65.747,14	98.620,70
61010	Burdinne	298.553,64	38.385,47	35.542,10	75.349,25	49.758,94	39.807,15	59.710,73
62022	Chaudfontaine	717.255,90	92.218,62	85.387,61	181.021,73	119.542,65	95.634,12	143.451,17
61012	Clavier	510.727,62	65.664,98	60.800,91	128.897,92	85.121,27	68.097,02	102.145,52
	Comblain-au-Pont	413.099,82	53.112,83	49.178,55	104.258,53	68.849,97	55.079,98	82.619,96
64021	Crisnée	229.789,62	29.544,38	27.355,91	57.994,52	38.298,27	30.638,62	45.957,92
62027	Dalhem	406.487,70	52.262,70	48.391,39	102.589,75	67.747,95	54.198,36	81.297,55
63020	Dison	719.694,18	92.532,11	85.677,88	181.637,10	119.949,03	95.959,22	143.938,84
64023	Doneceel	272.366,82	35.018,59	32.424,62	68.740,20	45.394,47	36.315,58	54.473,36
61080	Engis	363.167,34	46.692,94	43.234,21	91.656,52	60.527,89	48.422,31	72.633,47
62032	Esneux	571.603,86	73.491,92	68.048,08	144.261,93	95.267,31	76.213,85	114.320,77
64076	Faimes	276.644,52	35.568,58	32.933,87	69.819,81	46.107,42	36.885,94	55.328,90
61019	Ferrières	729.327,00	93.770,61	86.824,64	184.068,24	121.554,50	97.243,60	145.865,41
64025	Fexhe-le-Haut-Clocher	242.114,22	31.128,97	28.823,12	61.105,02	40.352,37	32.281,90	48.422,84
62120	Flémalle	1.371.548,46	176.341,94	163.279,58	346.152,71	228.591,41	182.873,13	274.309,69

62038	Fléron	618.009,54	79.458,37	73.572,56	155.973,84	103.001,59	82.401,27	123.601,91
64029	Geer	239.196,90	30.753,89	28.475,82	60.368,74	39.866,15	31.892,92	47.839,38
62118	Grâce-Hollogne	996.323,64	128.098,75	118.609,96	251.453,11	166.053,94	132.843,15	199.264,73
61024	Hamoir	373.274,94	47.992,49	44.437,49	94.207,48	62.212,49	49.769,99	74.655,00
64034	Hannut	1.040.983,14	133.840,69	123.926,56	262.724,32	173.497,19	138.797,75	208.196,63
61028	Héron	403.565,64	51.887,01	48.043,53	101.852,28	67.260,94	53.808,75	80.713,13
62051	Herstal	1.686.930,84	216.891,11	200.825,10	425.749,21	281.155,14	224.924,11	337.386,17
63035	Herve	973.323,78	125.141,63	115.871,88	245.648,38	162.220,63	129.776,50	194.664,76
61031	Huy	827.436,06	106.384,64	98.504,29	208.829,10	137.906,01	110.324,81	165.487,21
63038	Jalhay	735.727,86	94.593,58	87.586,65	185.683,70	122.621,31	98.097,05	147.145,57
62060	Juprelle	472.053,84	60.692,64	56.196,89	119.137,40	78.675,64	62.940,51	94.410,76
62063	Lüttich	7.872.965,04	1.012.238,36	937.257,74	1.986.986,41	1.312.160,84	1.049.728,67	1.574.593,02
63045	Lierneux	1.084.318,44	139.412,37	129.085,53	273.661,32	180.719,74	144.575,79	216.863,69
63046	Limbourg	358.341,66	46.072,50	42.659,72	90.438,61	59.723,61	47.778,89	71.668,33
64047	Lincent	190.333,38	24.471,43	22.658,74	48.036,52	31.722,23	25.377,78	38.066,68
63049	Malmedy	976.027,50	125.489,25	116.193,75	246.330,75	162.671,25	130.137,00	195.205,50
61039	Marchin	477.097,08	61.341,05	56.797,27	120.410,22	79.516,18	63.612,94	95.419,42
61041	Modave	362.498,58	46.606,96	43.154,59	91.487,74	60.416,43	48.333,14	72.499,72
61043	Nandrin	435.738,30	56.023,50	51.873,61	109.972,05	72.623,05	58.098,44	87.147,65
62121	Neupré	386.645,70	49.711,59	46.029,25	97.582,01	64.440,95	51.552,76	77.329,14
63057	Oline	247.842,42	31.865,45	29.505,05	62.550,71	41.307,07	33.045,66	49.568,48
64056	Oreye	231.153,96	29.719,79	27.518,33	58.338,86	38.525,66	30.820,53	46.230,79
61048	Ouffet	294.291,96	37.837,54	35.034,76	74.273,69	49.048,66	39.238,93	58.858,38
62079	Oupeye	1.015.768,62	130.598,82	120.924,84	256.360,65	169.294,77	135.435,82	203.153,72
63058	Pepinster	513.841,86	66.065,38	61.171,65	129.683,90	85.640,31	68.512,25	102.768,37
63088	Plombières	727.333,74	93.514,34	86.587,35	183.565,18	121.222,29	96.977,83	145.466,75
64063	Remicourt	304.885,98	39.199,63	36.295,95	76.947,41	50.814,33	40.651,46	60.977,20

64065	Saint-Georges-sur-Meuse	352.131,42	45.274,04	41.920,41	88.871,26	58.688,57	46.950,86	70.426,28
62093	Saint-Nicolas	1.055.440,62	135.699,51	125.647,69	266.373,11	175.906,77	140.725,42	211.088,12
62096	Seraing	2.722.977,78	350.097,14	324.164,02	687.227,73	453.829,63	363.063,70	544.595,56
62099	Soumagne	716.857,08	92.167,34	85.340,13	180.921,07	119.476,18	95.580,94	143.371,42
63072	Spa	596.001,84	76.628,81	70.952,60	150.419,51	99.333,64	79.466,91	119.200,37
62100	Sprimont	1.038.453,84	133.515,49	123.625,46	262.085,97	173.075,64	138.460,51	207.690,77
63073	Stavelot	848.857,32	109.138,80	101.054,44	214.235,42	141.476,22	113.180,98	169.771,46
63075	Stoumont	1.145.060,64	147.222,08	136.316,74	288.991,49	190.843,44	152.674,75	229.012,14
63076	Theux	946.610,94	121.707,12	112.691,78	238.906,57	157.768,49	126.214,79	189.322,19
63089	Thimister-Clermont	393.780,18	50.628,88	46.878,59	99.382,62	65.630,03	52.504,02	78.756,04
61081	Tinlot	225.310,14	28.968,45	26.822,64	56.863,99	37.551,69	30.041,35	45.062,02
63086	Trois-Ponts	722.136,24	92.846,09	85.968,60	182.253,43	120.356,04	96.284,83	144.427,25
62122	Trooz	420.138,00	54.017,74	50.016,43	106.034,83	70.023,00	56.018,40	84.027,60
61063	Verlaine	262.528,98	33.753,73	31.253,45	66.257,31	43.754,83	35.003,86	52.505,80
63079	Verviers	2.152.545,18	276.755,81	256.255,38	543.261,40	358.757,53	287.006,02	430.509,04
61068	Villers-le-Bouillet	397.077,90	51.052,87	47.271,18	100.214,90	66.179,65	52.943,72	79.415,58
62108	Visé	773.450,82	99.443,68	92.077,48	195.204,25	128.908,47	103.126,78	154.690,16
63080	Waimes	596.666,10	76.714,21	71.031,68	150.587,16	99.444,35	79.555,48	119.333,22
61072	Wanze	661.806,60	85.089,42	78.786,50	167.027,38	110.301,10	88.240,88	132.361,32
64074	Waremme	678.797,34	87.273,94	80.809,21	171.315,52	113.132,89	90.506,31	135.759,47
64075	Wasseiges	256.380,66	32.963,23	30.521,51	64.705,60	42.730,11	34.184,09	51.276,12
63084	Welkenraedt	464.116,20	59.672,08	55.251,93	117.134,09	77.352,70	61.882,16	92.823,24
63001	Amel	636.641,70	81.853,93	75.790,68	160.676,24	106.106,95	84.885,56	127.328,34
63012	Büllingen	1.404.177,54	180.537,11	167.163,99	354.387,66	234.029,59	187.223,67	280.835,52
63087	Burg-Reuland	583.715,82	75.049,18	69.489,98	147.318,75	97.285,97	77.828,78	116.743,16
63013	Bütgenbach	352.834,20	45.364,40	42.004,07	89.048,63	58.805,70	47.044,56	70.566,84

63023	Eupen	749.949,06	96.422,02	89.279,65	189.272,86	124.991,51	99.993,21	149.989,81
63040	Kelmis	474.892,74	61.057,64	56.534,85	119.853,88	79.148,79	63.319,03	94.978,55
63048	Lontzen	295.479,30	37.990,20	35.176,11	74.573,35	49.246,55	39.397,24	59.095,85
63061	Raeren	463.754,52	59.625,58	55.208,87	117.042,81	77.292,42	61.833,94	92.750,90
63067	St-Vith	721.884,18	92.813,68	85.938,59	182.189,82	120.314,03	96.251,22	144.376,84
81001	Arlon	1.194.460,50	153.573,49	142.197,68	301.459,08	199.076,75	159.261,40	238.892,10
81003	Attert	344.879,64	44.341,67	41.057,10	87.041,05	57.479,94	45.983,95	68.975,93
81004	Aubange	759.473,58	97.646,60	90.413,52	191.676,67	126.578,93	101.263,14	151.894,72
82003	Bastogne	1.364.823,42	175.477,30	162.478,98	344.455,43	227.470,57	181.976,46	272.964,68
82005	Bertogne	452.207,76	58.141,00	53.834,26	114.128,63	75.367,96	60.294,37	90.441,54
84009	Bertrix	963.897,66	123.929,70	114.749,72	243.269,41	160.649,61	128.519,69	192.779,53
84010	Bouillon	850.826,70	109.392,00	101.288,89	214.732,45	141.804,45	113.443,56	170.165,35
85007	Chiny	555.311,46	71.397,19	66.108,51	140.150,04	92.551,91	74.041,53	111.062,28
84016	Daverdisse	329.532,06	42.368,41	39.230,01	83.167,62	54.922,01	43.937,61	65.906,40
83012	Durbuy	1.136.164,44	146.078,29	135.257,67	286.746,26	189.360,74	151.488,59	227.232,89
83013	Erezée	417.619,74	53.693,97	49.716,64	105.399,27	69.603,29	55.682,63	83.523,94
85009	Etalle	413.084,70	53.110,89	49.176,75	104.254,71	68.847,45	55.077,96	82.616,94
82009	Fauvillers	248.427,06	31.940,62	29.574,65	62.698,26	41.404,51	33.123,61	49.685,41
85011	Florenville	703.858,50	90.496,09	83.792,68	177.640,48	117.309,75	93.847,80	140.771,70
82037	Gouvy	952.948,92	122.522,00	113.446,30	240.506,16	158.824,82	127.059,86	190.589,78
85046	Habay	495.645,12	63.725,80	59.005,37	125.091,39	82.607,52	66.086,02	99.129,02
84029	Herbeumont	315.004,56	40.500,59	37.500,54	79.501,15	52.500,76	42.000,61	63.000,91
83028	Hotton	425.067,48	54.651,53	50.603,27	107.278,94	70.844,58	56.675,66	85.013,50
82014	Houffalize	742.652,16	95.483,85	88.410,97	187.431,26	123.775,36	99.020,29	148.530,43
	La Roche-en-Ardenne							
83031		818.967,48	105.295,82	97.496,13	206.691,79	136.494,58	109.195,66	163.793,50
84033	Léglise	635.657,16	81.727,35	75.673,47	160.427,76	105.942,86	84.754,29	127.131,43
84035	Libin	852.521,40	109.609,89	101.490,64	215.160,16	142.086,90	113.669,52	170.504,29

84077	Libramont-Chevigny	1.227.423,48	157.811,59	146.121,84	309.778,31	204.570,58	163.656,46	245.484,70
83055	Manhay	525.429,06	67.555,16	62.551,08	132.608,29	87.571,51	70.057,21	105.085,81
83034	Marche-en-Famenne	1.178.306,88	151.496,60	140.274,63	297.382,21	196.384,48	157.107,58	235.661,38
81013	Martelange	96.257,64	12.375,98	11.459,24	24.293,59	16.042,94	12.834,35	19.251,54
85024	Meix-devant-Virton	328.150,44	42.190,77	39.065,53	82.818,92	54.691,74	43.753,39	65.630,09
81015	Messancy	413.705,22	53.190,67	49.250,62	104.411,32	68.950,87	55.160,70	82.741,04
85026	Musson	269.677,26	34.672,79	32.104,44	68.061,40	44.946,21	35.956,97	53.935,45
83040	Nassogne	628.276,08	80.778,35	74.794,77	158.564,92	104.712,68	83.770,14	125.655,22
84043	Neufchâteau	736.064,46	94.636,86	87.626,72	185.768,65	122.677,41	98.141,93	147.212,89
84050	Paliseul	855.487,14	109.991,20	101.843,71	215.908,66	142.581,19	114.064,95	171.097,43
83044	Rendeux	383.075,34	49.252,54	45.604,21	96.680,92	63.845,89	51.076,71	76.615,07
85047	Rouvroy	212.156,04	27.277,21	25.256,67	53.544,14	35.359,34	28.287,47	42.431,21
82038	Sainte-Ode	324.409,74	41.709,82	38.620,21	81.874,84	54.068,29	43.254,63	64.881,95
84059	Saint-Hubert	583.539,36	75.026,49	69.468,97	147.274,22	97.256,56	77.805,25	116.707,87
85034	Saint-Léger	231.635,64	29.781,73	27.575,67	58.460,42	38.605,94	30.884,75	46.327,13
84068	Tellin	336.068,52	43.208,81	40.008,16	84.817,29	56.011,42	44.809,14	67.213,70
83049	Tenneville	399.798,72	51.402,69	47.595,09	100.901,58	66.633,12	53.306,50	79.959,74
85039	Tintigny	386.852,76	49.738,21	46.053,90	97.634,27	64.475,46	51.580,37	77.370,55
82036	Vaux-sur-Sûre	645.404,82	82.980,62	76.833,91	162.887,88	107.567,47	86.053,98	129.080,96
82032	Vielsalm	772.738,86	99.352,14	91.992,72	195.024,57	128.789,81	103.031,85	154.547,77
85045	Virton	703.569,36	90.458,92	83.758,26	177.567,51	117.261,56	93.809,25	140.713,86
84075	Wellin	369.182,88	47.466,37	43.950,34	93.174,73	61.530,48	49.224,38	73.836,58
92003	Andenne	1.344.335,52	172.843,14	160.039,94	339.284,68	224.055,92	179.244,74	268.867,10
91005	Anhée	523.357,08	67.288,77	62.304,41	132.085,36	87.226,18	69.780,94	104.671,42
92006	Assesse	744.949,56	95.779,23	88.684,47	188.011,08	124.158,26	99.326,61	148.989,91
91013	Beauraing	1.547.273,46	198.935,16	184.199,22	390.502,35	257.878,91	206.303,13	309.454,69

91015	Bièvre	387.480,90	49.818,97	46.128,68	97.792,80	64.580,15	51.664,12	77.496,18
93010	Cerfontaine	599.380,86	77.063,25	71.354,86	151.272,31	99.896,81	79.917,45	119.876,18
91030	Ciney	1.442.374,32	185.448,13	171.711,23	364.027,80	240.395,72	192.316,58	288.474,86
93014	Couvin	1.460.610,84	187.792,82	173.882,24	368.630,35	243.435,14	194.748,11	292.122,18
91034	Dinant	1.084.402,44	139.423,17	129.095,53	273.682,52	180.733,74	144.586,99	216.880,49
93018	Doische	500.827,44	64.392,10	59.622,31	126.399,31	83.471,24	66.776,99	100.165,49
92035	Eghezée	973.106,16	125.113,65	115.845,97	245.593,46	162.184,36	129.747,49	194.621,23
92138	Fernelmont	596.020,32	76.631,18	70.954,80	150.424,18	99.336,72	79.469,38	119.204,06
92045	Floreffe	412.743,06	53.066,96	49.136,08	104.168,49	68.790,51	55.032,41	82.548,61
93022	Florennes	1.076.293,14	138.380,55	128.130,14	271.635,89	179.382,19	143.505,75	215.258,62
92048	Fosses-la-Ville	928.385,58	119.363,86	110.522,09	234.306,84	154.730,93	123.784,74	185.677,12
91054	Gedinne	711.022,62	91.417,19	84.645,55	179.448,57	118.503,77	94.803,02	142.204,52
92142	Gembloux	1.153.342,08	148.286,84	137.302,63	291.081,57	192.223,68	153.778,94	230.668,42
92054	Gesves	527.826,96	67.863,47	62.836,54	133.213,47	87.971,16	70.376,93	105.565,39
91059	Hamois	566.267,58	72.805,83	67.412,81	142.915,15	94.377,93	75.502,34	113.253,52
91142	Hastière	535.606,02	68.863,63	63.762,62	135.176,76	89.267,67	71.414,14	107.121,20
91064	Havelange	522.698,22	67.204,06	62.225,98	131.919,07	87.116,37	69.693,10	104.539,64
91072	Houyet	831.917,28	106.960,79	99.037,77	209.960,08	138.652,88	110.922,30	166.383,46
92140	Jemeppe-sur-Sambre	871.228,08	112.015,04	103.717,63	219.881,37	145.204,68	116.163,74	174.245,62
92141	La Bruyère	502.772,94	64.642,24	59.853,92	126.890,31	83.795,49	67.036,39	100.554,59
92087	Mettet	1.058.655,18	136.112,81	126.030,38	267.184,40	176.442,53	141.154,02	211.731,04
92094	Namur	5.613.128,16	721.687,91	668.229,54	1.416.646,63	935.521,36	748.417,09	1.122.625,63
92097	Ohey	646.127,70	83.073,56	76.919,96	163.070,32	107.687,95	86.150,36	129.225,55
91103	Onhaye	453.554,40	58.314,14	53.994,57	114.468,49	75.592,40	60.473,92	90.710,88
93056	Philippeville	1.178.054,28	151.464,12	140.244,56	297.318,46	196.342,38	157.073,90	235.610,86
92101	Profondeville	641.971,38	82.539,18	76.425,16	162.021,35	106.995,23	85.596,18	128.394,28
91114	Rochefort	1.077.523,50	138.538,74	128.276,61	271.946,41	179.587,25	143.669,80	215.504,69
92137	Sambreville	1.175.027,04	151.074,91	139.884,17	296.554,44	195.837,84	156.670,27	235.005,41

92114	Sombreffe	511.503,12	65.764,69	60.893,23	129.093,64	85.250,52	68.200,42	102.300,62
91120	Somme-Leuze	952.208,46	122.426,80	113.358,15	240.319,28	158.701,41	126.961,13	190.441,69
93090	Viroinval	709.012,68	91.158,77	84.406,27	178.941,30	118.168,78	94.535,02	141.802,54
91143	Vresse-sur-Semois	743.944,50	95.650,01	88.564,82	187.757,42	123.990,75	99.192,60	148.788,90
93088	Walcourt	1.306.189,74	167.938,68	155.498,78	329.657,41	217.698,29	174.158,63	261.237,95
91141	Yvoir	509.392,50	65.493,32	60.641,96	128.560,96	84.898,75	67.918,99	101.878,52

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. November 2023 zur Festlegung von Übergangsmaßnahmen für die Programmplanung 2022-2024 des kommunalen Investitionsplans für aktive Mobilität und Intermodalität beigefügt zu werden.

Namur, den 23. November 2023

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen,

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDS DIENST

[C – 2024/000716]

23 NOVEMBER 2023. — Besluit van de Waalse Regering houdende overgangsmaatregelen voor de programmering 2022-2024 van het Gemeentelijk Investeringsplan voor Actieve Mobiliteit en Intermodaliteit

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 1 april 2004 betreffende de duurzame mobiliteit en de toegankelijkheid, inzonderheid op de artikelen 31/8 tot 31/24, ingevoegd bij het decreet van 24 november 2022 betreffende het fietsbeleid en tot wijziging van het decreet van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid en het decreet van 4 april 2019 met het oog op een algemene invoering van kwaliteitsvolle fietsvoorzieningen in Wallonië en een hogere fietsersveiligheid;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, inzonderheid op de artikelen 58, eerste lid, en 61;

Gelet op het decreet van 21 december 2022 betreffende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2023;

Gelet op het rapport van 3 oktober 2022, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 11°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 mei 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 23 november 2023;

Gelet op het advies nr. 74.480/4 van de Raad van State, gegeven op 11 oktober 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling van 20 juli 2016;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, inzonderheid op artikel 5, tweede lid;

Gelet op het ministerieel besluit van 29 november 2021 tot toekenning van een subsidie aan steden en gemeenten in het kader van een gemeentelijk investeringsplan voor actieve mobiliteit en intermodaliteit voor de programmering 2021-2022;

Gelet op de omzendbrief van de Minister van Mobiliteit van 18 februari 2022 over het Gemeentelijk Investeringsplan voor actieve mobiliteit en intermodaliteit 2022-2024;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 24 november 2021 waarin melding wordt gemaakt van de wens om een trekkingrecht "actieve mobiliteit en intermodaliteit" te organiseren voor een totaalbedrag van 210.000.000 euro in overeenstemming met het traject van het Waals Herstelplan;

Overwegende dat een eerste subsidie van 52.000.000 euro in 2021 is vastgelegd;

Overwegende dat van deze eerste schijf 27.000.000 euro is betaald in 2021 en 25.000.000 euro in 2022;

Overwegende dat een tweede subsidie van 90.000.000 euro in 2022 is vastgelegd;

Overwegende dat van deze eerste schijf 53.000.000 in 2022 euro is betaald;

Overwegende dat er nog 68.000.000 euro moet worden vastgelegd;

Overwegende dat artikel 31/24 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid overgangsmaatregelen toestaat voor het programma 2022-2024;

Overwegende dat de bedragen die bij het ministerieel besluit van 29 november 2021 en het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2022 aan alle gemeenten zijn toegekend, moeten worden geïntegreerd in een meerjarenprogramma dat valt onder titel IV/2 van het besluit van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Begripsomschrijving

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° administratie: de Directie Gesubsidieerde Openbare Ruimten van het Departement Lokale Infrastructuur van de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur;

2° gemeente: de gemeente die het trekkingrecht geniet, namelijk alle gemeenten gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest;

3° Minister: de Minister bevoegd voor Mobiliteit;

4° plenaire voorontwerpvergadering: de vergadering in het stadium van de potloodschets in aanwezigheid van alle personen die kunnen meewerken aan het ontwerp van het project en met het doel de kwaliteit van de projecten en de veiligheid van de werken te waarborgen en, behalve in geval van overmacht, alle nieuwe werken binnen de in het contract voorziene garantieperiode op de omtrek van de betrokken investering te vermijden;

5° het decreet van 1 april 2004: het decreet van 1 april 2004 betreffende de duurzame mobiliteit en de toegankelijkheid;

6° intermodaliteit: het gebruik van verschillende vervoerswijzen tijdens dezelfde verplaatsing, met als doel het comfort van de gebruikers te verbeteren door hun verplaatsingen zoveel mogelijk te optimaliseren;

7° investeringsplan: het gemeentelijk investeringsplan voor actieve mobiliteit en intermodaliteit, afgekort "PIMACI", dat overeenstemt met het gemeentelijk investeringsplan voor de aanleg van bepaalde infrastructuur in het kader van duurzame mobiliteit in de zin van titel IV/2 van het decreet van 1 april 2004;

8° loket van de plaatselijke besturen: het informaticaahulpmiddel waarmee de gemeenten hun formulieren en bewijsstukken betreffende het investeringsplan en de in het investeringsplan opgenomen dossiers elektronisch naar de administratie kunnen sturen;

9° mobipool: de fysieke locatie, een "hub" waar verschillende mobiliteitsaanbiedingen en -infrastructuren samenkommen. Dit aanbod, en de bijbehorende infrastructuur, kan verschillende vormen aannemen en wordt aangepast aan de situatie en de lokale context.

HOOFDSTUK 2. — *Doel van de subsidie*

Art. 2. Gemeenten krijgen een trekkingsrecht voor de programmering 2022-2024 van het investeringsplan.

HOOFDSTUK 3. — *Bedrag van het trekkingsrecht*

Art. 3. Het totale bedrag van het trekkingsrecht voor de programmering 2022-2024 van het investeringsplan bedraagt 210.000.000 euro te verdelen onder alle gemeenten overeenkomstig de bepalingen van artikel 31/11, § 1, van het decreet van 1 april 2004.

HOOFDSTUK 4. — *Verplichtingen van gemeenten*

Art. 4. De gemeenten genieten minstens de terbeschikkingstelling van het in te richten gebouw of terrein gedurende een periode van ten minste twintig jaar vanaf de datum van indiening van het in artikel 22 bedoelde project.

Art. 5. De bestemming van de investeringen bedoeld in de artikelen 13 tot 15 moet in overeenstemming blijven met een van de daarin voorziene doeleinden of gebruiken gedurende een periode van ten minste vijftien jaar vanaf de datum van voorlopige oplevering van de werken.

Bij gebreke daarvan wordt het deel van het trekkingsrecht dat op deze investeringen betrekking heeft, teruggevorderd van de gemeente. Het bedrag van de terugbetaling wordt berekend op een pro rata basis voor de jaren waarin de bestemming niet is nageleefd.

Art. 6. De gemeente deelt de administratie mee of ze voor dezelfde investering al dan niet externe financiële bijstand heeft aangevraagd of verkregen in toepassing van andere wettelijke, reglementaire of contractuele bepalingen.

De gemeente verstrekt de in lid 1 bedoelde informatie aan de administratie zodra ze die heeft.

Financiële bijstand mag niet worden gecombineerd voor dezelfde post van dezelfde opdracht.

Art. 7. De gemeente voert de inrichtingen uit in overeenstemming met:

1° de regels van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling,

2° de laatste versie van "Qualiroutes" en

3° de aanbevelingen over de aanleg van wegen die beschikbaar zijn op de website van Waalse Overheidsdienst.

Art. 8. § 1. De gemeente richt een toezichtcomité op. Het toezichtcomité coördineert het ontwerp, de uitvoering en de evaluatie van het investeringsplan en brengt advies uit over alle betrokken projecten.

Het toezichtcomité bestaat uit:

1° de gemeenteambtenaar bevoegd voor mobiliteit;

2° de gemeenteambtenaar bevoegd voor fietsmobiliteit;

3° de vertegenwoordigers van de diensten werken en stedenbouw;

4° de vertegenwoordiger van het gemeentecollege bevoegd voor mobiliteit;

5° de plaatselijke vertegenwoordigers van gebruikers of gebruikersverenigingen;

6° de afgevaardigde van de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit, afgekort "CCATM", voor zover die is opgericht.

§ 2. Het toezichtcomité wordt aangevuld met andere personen die nuttig worden geacht in verband met de verschillende behandelde kwesties.

Art. 9. § 1. De gemeente voert jaarlijks fiets- en voetgangerstellingen uit op basis van de modellen en tools van de Directie Planning Mobiliteit van de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur en stuurt de resultaten door naar deze Directie.

§ 2. De gemeente voert binnen 2 jaar na afloop van het programma een inventarisatie uit van de fietsvoorzieningen en openbare fietsenstallingen op haar grondgebied, op basis van de instrumenten van de Directie Planning Mobiliteit van de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur.

Art. 10. Ongeacht of de gemeente al dan niet als aanbestedende dienst optreedt, moet de validering van alle aan de inschrijvers toegezonden documenten in alle gevallen worden uitgevoerd door de bevoegde instantie van de begunstigde van de subsidies.

HOOFDSTUK 5. — *Subsidiabiliteit*

Art. 11. Het bedrag van de in aanmerking komende investeringen per opdracht is gelijk aan of hoger dan het bedrag bepaald in artikel 5, lid 2, van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten.

Art. 12. Enkel opdrachten voor werken komen in aanmerking. Elk dossier kan de beschikbare financiële middelen gebruiken voor één, twee of drie van de in de artikelen 13 tot en met 15 beschreven thema's.

Het budget dat aan elke gemeente wordt toegewezen, wordt als volgt verdeeld:

1° ongeveer twintig procent voor voetgangersvoorzieningen;

2° ongeveer vijftig procent voor fietsvoorzieningen;

3° ongeveer dertig procent voor intermodaliteit.

Afdeling 1 — Voorzieningen voor voetgangers

Art. 13. § 1. Alleen de volgende voorzieningen komen in aanmerking:

1° voetpaden en kleine inrichtingen m.b.t. de toegankelijkheid voor iedereen;

2° voetgangersstraten;

3° schoolstraten;

- 4° voorbehouden wegen voorgesteld door verkeerstekens F99 (a, b en c);
- 5° paden voor fietsers en voetgangers voorgesteld door bord D9;
- 6° voetgangers/fietserspaden voorgesteld door bord D10;
- 7° ontmoetingszones.

§ 2. De verrichte voorzieningen hebben een inspringend oppervlak, zoals beton, natuursteen, kasseien of koolwaterstof, om alle voetgangers en personen met beperkte mobiliteit het nodige comfort te bieden, ongeacht de weersomstandigheden. Andere verhardingen zoals dolomiet, freesmateriaal, gestabiliseerde of verdichte verhardingen kunnen niet worden gesubsidieerd.

Afdeling II — Voorzieningen voor fietsers;

Art. 14. § 1. Alleen de volgende voorzieningen komen in aanmerking:

- 1° voorbehouden wegen voorgesteld door verkeerstekens F99a (a, b en c);
- 2° gescheiden fietspaden voorgesteld door verkeersbord D7;
- 3° paden voor fietsers en voetgangers voorgesteld door bord D9;
- 4° voetgangers/fietserspaden voorgesteld door bord D10;
- 5° gemarkeerde fietspaden;
- 6° fietsroutes;
- 7° voorgestelde fietspaden en andere markeringen ten gunste van fietsers;
- 8° snelheidsremmende voorzieningen ten gunste van fietsers in stadscentra of dorpen;
- 9° kleine werken om het comfort te verbeteren, zoals het verlagen van een stoeprand, het plaatsen van een goot, het creëren van een overhangende zone voor fietsers, hellingen en ingangen en uitgangen met beperkt eenrichtingsverkeer (Franse afkorting "SÜL");
- 10° verticale borden voor fietsers, zoals borden met "beperkt eenrichtingsverkeer", B22/B23 borden met "rechtsaf bij verkeerslichten" of "rechtdoor bij verkeerslichten", F45b borden en richtingborden;
- 11° beveiligde of onbeveiligde fietsenstallingen, op voorwaarde dat ze deel uitmaken van een opdracht voor werken en dat ze te allen tijde en vanuit de openbare ruimte toegankelijk zijn;
- 12° ontmoetingszones;
- 13° centrale rijbanen.

§ 2. De verrichte inrichtingen hebben een verhard oppervlak, zoals een betonnen of koolwaterstofoppervlak, om alle voetgangers en personen met beperkte mobiliteit het nodige comfort te bieden, ongeacht de weersomstandigheden. Andere verhardingen zoals dolomiet, freesmateriaal, gestabiliseerde of verdichte verhardingen kunnen niet worden gesubsidieerd.

Afdeling III — Voorzieningen ter bevordering van de intermodaliteit

Art. 15. § 1. Alleen de volgende voorzieningen komen in aanmerking:

- 1° fietsvoorzieningen binnen een straal van maximaal tien kilometer die een ononderbroken verbinding vormen van of naar de mobipool;
 - 2° voetgangersvoorzieningen binnen een straal van maximaal drie kilometer die een ononderbroken verbinding vormen van of naar de mobipool;
 - 3° gebouwen om een vriendelijke wachtruimte te voorzien en verschillende diensten te huisvesten, zoals een fietspunt;
 - 4° parkings;
 - 5° car-sharing parkeerplaatsen;
 - 6° onlastingsparkeersplaatsen;
 - 7° carpool parkeerplaatsen;
 - 8° beveiligde parkeerplaats voor fietsen;
 - 9° specifieke verlichting;
 - 10° specifieke signalisatie om alle mobipolen in het Waalse Gewest duidelijk en identiek te identificeren.
- De autoriteit die het vervoer organiseert, zorgt voor het grafisch charter van de mobipolen.

§ 2. De voorzieningen worden geprioriteerd volgens het STOP-principe zoals bepaald in artikel 31/8, 2°, van het decreet van 1 april 2004.

§ 3. De voorzieningen hebben een inspringend oppervlak, zoals een betonnen of koolwaterstofhoudend oppervlak.

Het oppervlak biedt het nodige comfort voor voetgangers, fietsers en mensen met beperkte mobiliteit, ongeacht de weersomstandigheden.

Andere verhardingen zoals dolomiet, freesmateriaal, gestabiliseerde of verdichte verhardingen kunnen niet worden gesubsidieerd.

§ 4. Afhankelijk van de geplande voorzieningen in overeenstemming met de strategieën van de openbaarvervoersbedrijven, worden de begrotingsmiddelen geconcentreerd in een mobipool, een intermodale locatie dicht bij een structurerend openbaarvervoersaanbod of, bij gebrek daaraan, dicht bij het structurerend netwerk van SOFICO.

HOOFDSTUK 6 — *Procedure**Afdeling 1 — Verzending van stukken*

Art. 16. De gemeente stuurt de documenten en dossiers naar de administratie via het loket van de plaatselijke besturen in elke fase van de procedure.

Afdeling 2 — Indiening van het investeringsplan

Art. 17. De gemeente dient haar investeringsplan ter goedkeuring in bij de administratie binnen honderdtachtig dagen na de mededeling van het bedrag van het trekkingsrecht dat aan elke gemeente wordt toegekend.

De Minister beslist binnen zestig dagen na ontvangst van het investeringsplan.

De kennisgeving van de beslissing wordt ten laatste verzonden op de dag waarop de termijn verstrijkt.

De Minister kan het bij hem ingediende investeringsplan gedeeltelijk goedkeuren.

De gemeente waarvan het investeringsplan niet volledig is goedgekeurd, dient binnen dertig dagen na kennisgeving van de beslissing van de Minister een gecorrigeerd plan in bij de Minister.

Art. 18. De gemeente dient het dossier met betrekking tot een investeringsplan of de rechzetting ervan in op basis van het door de administratie opgestelde formulier.

Het dossier bevat de volgende stukken:

1° de beraadslaging van de gemeenteraad die het investeringsplan goedkeurt;

2° de staat van de investeringen, opgesteld volgens het door de administratie opgestelde model;

3° voor elke investering, een fiche opgesteld volgens de door de administratie vastgelegde modellen, vergezeld van:

a) een plaatsbeschrijving en een omschrijving van de uit te voeren werken;

b) een liggingsplan;

c) foto's van de plaats;

d) een gedetailleerde kostenraming;

e) voor dossiers met betrekking tot wegen, een schets van de overwogen inrichting;

f) voor de dossiers betreffend een gebouw, een schets van de voorziene inrichtingen met de bestemming van de lokalen;

4° voor wegenprojecten, de instemming van het "Société publique de gestion de l'eau" (Openbare waterbeheersmaatschappij) met het ingediende plan;

5° de notulen van het toezichtscomité bedoeld in artikel 8, dat kennisneemt van de lijst van gemeentelijke voorstellen.

Art. 19. § 1. Het investeringsplan voldoet aan de volgende beginselen:

1° het investeringsplan heeft uitsluitend betrekking op de werken die overeenkomstig de artikelen 13 tot 15 voor subsidie in aanmerking komen;

2° het investeringsplan voldoet aan de specifieke voorwaarden bepaald in de artikelen 12 tot 15;

3° het gesubsidieerde gedeelte van de totale minimumomvang van de werken waarop het plan betrekking heeft, bedraagt honderd procent en bedraagt niet meer dan honderdvijftig procent van het bedrag vermeld in de bijlage;

4° het steunpercentage van het Waals Gewest bedraagt tachtig procent van de subsidiabele werken.

§ 2. Als er een privéprojectontwikkelaar bij betrokken is, worden de studiekosten, beperkt tot vijf procent van het bedrag van de subsidiabele werken, in aanmerking genomen voor de toekenning van de subsidie.

Als de gemeente haar eigen projectontwikkelaar is, worden de studiekosten, forfaitair vastgesteld op drie procent van het bedrag van de subsidiabele werken, in aanmerking genomen voor de toekenning van de subsidie.

§ 3. Testkosten, beperkt tot vijf procent van het bedrag van het subsidiabele werk, met inbegrip van voorafgaande tests en de kosten die nodig zijn om de werken te controleren, worden in aanmerking genomen bij het toekennen van de subsidie.

Afdeling 3 — Plenaire voorontwerpvergadering

Art. 20. § 1. De gemeente bepaalt in overleg met de administratie de datum van de plenaire voorontwerpvergadering.

De gemeente nodigt elke persoon of instantie uit die betrokken kan zijn bij de ontwikkeling en de uitvoering van de projecten. Ze verstuurt de uitnodigingen ten minste vijftien dagen voor de vergaderingen en voegt het voorontwerp bij.

§ 2. Voor investeringen met betrekking tot wegen bevat het voorontwerp:

1° een potloodschets die, indien het project dit vereist, wordt opgesteld op basis van een topografische opmeting van het terrein en één of meerdere standaarddoorsneden die de geplande ligging van de leidingen voor afvalwater of helder water aangeven;

2° als de investering openbare verlichting omvat, een fotometrische studie vergezeld van een nota waarin de verbetering van de openbare verlichting wordt aangetoond om de veiligheid van de gebruikers te verhogen en de leefomgeving te verbeteren.

Voor investeringen met betrekking tot gebouwen bevat het voorontwerp:

1° een liggingsplan;

2° schetsen;

3° plannen op schaal één procent;

4° een toelichting die, in voorkomend geval, de gekozen technische oplossingen beschrijft op het vlak van:

a) architectuur;

- b) speciale technieken;
- c) energieprestaties;
- d) toegankelijkheid;
- e) opvang.

Art. 21. Ter voorbereiding van de plenaire voorontwerpvergadering verstrekken de vertegenwoordigers van de organen die bij de uitvoering van de investering betrokken kunnen zijn, de gemeente alle reglementaire en technische informatie in volledige, duidelijke en beknopte vorm, die haar in staat stelt om, onverminderd de te verkrijgen vergunningen, de studie van de investering af te ronden en haar in artikel 22 bedoelde project voor advies aan de administratie voor te leggen.

De gemeente stelt de notulen van de plenaire voorontwerpvergadering op en brengt deze binnen vijftien dagen na de plenaire voorontwerpvergadering ter kennis van de in lid 1 bedoelde vertegenwoordigers.

De in lid 1 bedoelde vertegenwoordigers beschikken over een termijn van vijftien dagen vanaf de datum van kennisgeving van de notulen om hun opmerkingen aan de gemeente kenbaar te maken, zo nodig gestaafd met aanvullende documenten.

De gemeente zendt de gewijzigde notulen binnen vijftien dagen na het einde van de termijn voor het ontvangen van hun opmerkingen terug aan de in lid 1 bedoelde vertegenwoordigers. De gewijzigde notulen kunnen niet meer worden betwist.

Indien binnen de eerste termijn van vijftien dagen geen opmerkingen zijn ontvangen, worden de notulen geacht te zijn goedgekeurd.

De in het derde lid bedoelde termijn wordt:

- 1° verdubbeld wanneer hij begint of verstrijkt in de maanden juli en augustus;
- 2° opgeschort van 25 december tot en met 31 december;
- 3° verschoven naar de volgende dag als hij afloopt op een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag.

Afdeling 4 — Project

Art. 22. § 1. De gemeente kiest de projecten die ze wil uitvoeren uit de dossiers die voor het lopende jaar zijn opgenomen in haar investeringsplan dat door de administratie is goedgekeurd.

§ 2. De gemeente legt de technische dossiers en bestekken van de door haar gekozen projecten ter goedkeuring voor aan de administratie in het jaar bedoeld in het investeringsprogramma en vóór 30 juni 2024 wanneer haar projecten gepland zijn voor het laatste jaar van het programma.

§ 3. De administratie bevestigt de ontvangst van de projecten indien deze vergezeld zijn van alle in paragraaf 4 bedoelde bewijsstukken. Indien dit niet het geval is, vraagt de administratie de ontbrekende documenten op.

§ 4. De "Project"-dossiers worden ingediend op basis van het door de administratie opgestelde formulier, dat de rubrieken "beschikbaarheid van de grond" en "stedenbouwkundige vergunning" bevat.

Het dossier bevat de volgende bewijsstukken:

- 1° in voorkomend geval, voor opdrachten voor diensten met betrekking tot de studie van projecten:
 - a) de gemotiveerde beraadslaging waarbij het gemeentecollege de opdracht gunt;
 - b) het verslag over de gunning van de opdracht;
 - c) de weerhouden offerte;
- 2° de beraadslaging waarbij de gemeenteraad het project goedkeurt, de wijze van gunning van de opdracht kiest, de voorwaarden vaststelt en de bestanddelen van de aankondiging van de opdracht bepaalt of, als de gemeenteraad niet de belangrijkste aanbestedende dienst is, de beraadslaging van het gemeentecollege tot goedkeuring van de beslissing van het bevoegde orgaan van de belangrijkste aanbestedende dienst;
- 3° in voorkomend geval, het ontwerp van aankondiging van opdracht;
- 4° het ontwerp van bijzonder bestek;
- 5° de geraamde hoeveelhedenopname en de samenvattende hoeveelhedenopname van de werken, met vermelding, in voorkomend geval, van de andere financiële bijdragen;
- 6° de uitvoeringsplannen;
- 7° de bewegwijzeringsplannen;
- 8° de toelichting waaruit blijkt dat passende maatregelen zijn genomen om ervoor te zorgen dat de betrokken openbare gebouwen toegankelijk zijn voor personen met beperkte mobiliteit, of het toegankelijkheidshandvest voor projecten die betrekking hebben op de inrichting van de openbare ruimte;
- 9° voor openbare verlichtingswerken, de fotometrische studie als die niet werd ingediend voor de voorontwerp-vergadering.

De beraadslaging bedoeld in het eerste lid, 2°, verwijst uitdrukkelijk naar het "Gemeentelijk Investeringsplan voor Actieve Mobiliteit en Intermodaliteit".

§ 5. De termijn voor de goedkeuring van projecten bedraagt dertig dagen vanaf de datum van bevestiging van ontvangst van de volledige dossiers door de administratie. Deze termijn kan eenmaal met vijftien dagen worden verlengd.

De administratie stuurt de kennisgeving van de beslissing ten laatste op de dag waarop de termijn verstrijkt.

Afdeling 5: — Gunning

Art. 23. De gemeente bezorgt elk gunningsdossier ter goedkeuring aan de administratie binnen vijftien dagen na de goedkeuring ervan door de bevoegde instantie.

De termijn voor de goedkeuring van de gunningsdossiers bedraagt dertig dagen vanaf de datum van de ontvangstbevestiging van de dossiers en hun bewijsstukken door de administratie. Deze termijn kan eenmaal met vijftien dagen worden verlengd.

Het gunningsdossier wordt ingediend met behulp van het door de administratie opgestelde formulier.

Het bevat de volgende bewijsstukken:

1° het proces-verbaal van opening van de offertes, behalve in het geval van een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

2° de weerhouden offerte en de bijlagen;

3° het verslag van de veiligheids- en gezondheidscoördinator, tenzij in de projectfase met zekerheid wordt vastgesteld dat de werken op de tijdelijke of mobiele bouwplaats door één aannemer zullen worden uitgevoerd;

4° het verslag en de beslissing over de kwalitatieve selectie van de ondernemingen;

5° het door de ontwerper opgestelde verslag over de gunning van de opdracht;

6° de vergelijkende tabel van eenheidsprijsen met alle geselecteerde inschrijvingen in Excel-formaat;

7° in voorkomend geval, de verzoeken om informatie en de ontvangen antwoorden;

8° in voorkomend geval, de verzoeken om prijsverantwoording en de ontvangen antwoorden;

9° de gemotiveerde beraadslaging van het gemeentecollege tot aanwijzing van de gekozen inschrijver en tot goedkeuring van het bedrag van de weerhouden offerte of, als de gemeente niet de hoofdaanbestedende dienst is, de beraadslaging van het gemeentecollege tot goedkeuring van de gunningsbeslissing genomen door het bevoegde orgaan van de hoofdaanbestedende dienst;

10° in geval van wijzigingen aan het dossier aangebracht in de projectfase, het bijzonder bestek en de plannen in hun definitieve versie;

11° in voorkomend geval, de in de aankondiging van het project gevraagde documenten en de bij de aankondiging van het project gevoegde tabel met aanvullende opmerkingen;

12° in het geval van een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking, de lijst van de geraadpleegde ondernemingen;

13° in voorkomend geval, de bekendgemaakte aankondiging van de opdracht en de eventuele corrigerende aankondigingen.

De gemeente maakt de opdracht alleen bekend als de administratie de gunning goedkeurt. Als de gemeente de opdracht aankondigt zonder dat de gunning door de administratie is goedgekeurd, verliest de gemeente de subsidie.

Afdeling 6 — Verwervingen

Art. 24. Binnen dertig dagen na de ondertekening van de verkoopbelofte of de goedkeuring door haar gemeenteraad van het ontwerp van aankoopakten, bezorgt de gemeente de administratie het verwervingsdossier van de onroerende goederen die in haar goedgekeurd investeringsplan zijn opgenomen.

De verwervingsdossiers bestaan uit de volgende bewijsstukken:

1° de beraadslaging waarbij de gemeente over de verwerving beslist;

2° een uittreksel van het kadasterplan;

3° een schatting van de waarde, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de kostprijs van het gebouw en de kostprijs van de grond, opgesteld door het aankoopcomité of de ontvanger der registratie of, in voorkomend geval, opgesteld door een notaris, een landmeter-expert onroerende goederen ingeschreven in het register bijgehouden door de Federale Raad van landmeters of een architect ingeschreven bij de Orde van Architecten;

4° de verkoopbelofte of het ontwerp van aankoopakte.

De administratie keurt de verwervingsdossiers goed.

Afdeling 7 — Uitvoering van de werken

Art. 25. De gemeenten sturen de volgende documenten aan de administratie:

1° een kopie van de kennisgeving van elke opdracht;

2° de opdracht om met de werken te beginnen zodra de begunstigde is bekendgemaakt en uiterlijk binnen zes maanden na de goedkeuring van het betrokken gunningsdossier.

Afdeling 8 — Eindafrekening

Art. 26. § 1. Binnen de zes maanden na de voorlopige oplevering legt de gemeente de dossiers van de "eindafrekening" van de werken voor aan de administratie, op basis van het door de administratie opgestelde formulier en met de volgende bewijsstukken:

1° de eindafrekening van de onderneming, opgesteld volgens de norm NBN B06-006, met inbegrip van de details van de berekening van de herzieningen per toestand en de bijhorende factuur;

2° het per post opgestelde proces-verbaal ter verantwoording van overschrijdingen met meer dan tien procent van de vermoedelijke hoeveelheden van de posten van de oorspronkelijke opdracht;

3° het proces-verbaal over de voorlopige oplevering;

4° de beraadslaging tot goedkeuring van de afrekening;

- 5° de factuur voor de studies;
- 6° het formulier met betrekking tot het afval van wegen en afwateringen;
- 7° de facturen en de notulen van de testen vergezeld van het verslag van de projectleider, met vermelding van de posten waarop kortingen van toepassing zijn en de berekening ervan;
- 8° de berekening van de tijd die nodig is om het werk te voltooien;
- 9° een verslag, met inbegrip van een kopie van de beraadslagingen en de eventueel niet toegezonden wijzigingen, waarin alle werken, punt per punt, worden opgesomd die het voorwerp uitmaken van een wijziging van de oorspronkelijke opdracht;
- 10° voor de dossiers betreffende de gebouwen, in voorkomend geval:
- het verslag van de Gewestelijke Brandweer na voltooiing van de werken;
 - het opleveringsverslag van een erkende instelling van een installatie met betrekking tot elektriciteit, gas, een lift of branddetectie.

Met betrekking tot lid 1, 6°, bewaart de gemeente de evacuatiebevelen.

Met betrekking tot lid 1, 8°, moeten de eventuele bevelen tot onderbreking en hervatting van de werken op het terrein worden bijgevoegd als ze niet zijn verzonnen, evenals, in voorkomend geval, de motivering met betrekking tot de bijkomende termijnen en de berekening van de vertragingsboetes.

§ 2 Voor verwervingsdossiers stuurt de gemeente een kopie van de akte van verwerving naar de administratie.

§ 3. Eventuele wijzigingen, bijkomende werken of aanvullende werken kunnen in hun geheel in aanmerking worden genomen bij het gebruik van de subsidie als ze niet te voorzien waren in de gunningsfase. In voorkomend geval mag het bedrag van de daaruit voortvloeiende globale subsidie niet hoger zijn dan het bedrag dat overeenkomstig artikel 27 naar beneden kan worden bijgesteld.

Afdeling 9 — Verdeling van het niet-uitgevoerde deel

Art. 27. De waarde van het niet-uitgevoerde deel wordt door de administratie bepaald op basis van de op 31 december 2024 toegewezen dossiers die volgens de vastgelegde procedures worden ingediend. Het aldus vastgestelde bedrag wordt aan de gemeenten meegedeeld via het loket van de plaatselijke besturen of per post. De gemeenten beschikken over een termijn van dertig dagen om hun opmerkingen te maken. Na het verstrijken van deze termijn wordt het bedrag van het niet-uitgevoerde deel geacht te zijn goedgekeurd.

Voor de betrokken gemeenten wordt het bedrag van hun enveloppe voor de programmering verminderd met de waarde van het ongebruikte bedrag. De overige betalingen voor het programma en eventuele volgende programma's worden dienovereenkomstig verlaagd.

Als er geen volgend programma is, wordt het te veel betaalde bedrag terugbetaald.

Afdeling 10 — Controle en sancties

Art. 28. De gemeenten stemmen in met de voorlopige aanvaarding van elke investering door de Administratie.

Art. 29. Als de gemeente in elke fase van de procedure niet voldoet aan de technische of wettelijke normen van een project, in de breedste zin van het woord, kan ze niet in aanmerking komen voor het deel van het trekkingsrecht dat aan het project is toegewezen, tot het bedrag van het niet-conforme deel.

HOOFDSTUK 7 — Stortingen

Art. 30. De door de Waalse Regering vastgelegde middelen worden als volgt over een periode van 5 jaar verdeeld:

Jaar	2021	2022	2023	2024	2025
Vastleggings-kredieten	52.000.000 EUR	90.000.000 EUR	46.000.000 EUR	18.000.000 EUR	4.000.000 EUR

De middelen die aan de gemeenten worden betaald, worden als volgt over een periode van 5 jaar verdeeld:

Jaar	2021	2022	2023	2024	2025
Vereffenings-kredieten	27.000.000 EUR	78.000.000 EUR	35.000.000 EUR	28.000.000 EUR	42.000.000 EUR

De uitsplitsing van de aan elke gemeente toegewezen middelen is weergegeven in de bijlage.

HOOFDSTUK VIII — Integratie van eerder toegewezen middelen in de meerjarige programmeringsprocedure 2022-2024

Art. 31. Alle dossiers die werden ingediend in het kader van het ministerieel besluit van 29 november 2021 tot toekenning van een subsidie aan steden en gemeenten in het kader van een gemeentelijk investeringsplan voor actieve mobiliteit en intermodaliteit voor de programmering 2021-2022 en het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2022 tot toekenning van een tweede subsidietranche aan steden en gemeenten in het kader van het Gemeentelijk Investeringsplan Actieve Mobiliteit en Intermodaliteit, worden in aanmerking genomen in het investeringsplan van de programmering 2022-2024.

Namen, 23 november 2023.

Voor de Regering,

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

Bijlage - verdeling per jaar van de middelen die aan elke gemeente zijn toegewezen in het kader van de programmering 2022-2024 van het
Gemeentelijk Investeringsplan voor Actieve Mobiliteit en Intermodaliteit

NIS	Gemeente	PIMACI (Gemeentelijk Investeringsplan voor Actieve Mobiliteit en Intermodaliteit)				
			2021	2022	2023	2024
		210.000,00	27.000.000,00	25.000.000,00	35.000.000,00	28.000.000,00
25005	Bevekom	312.209,04	40.141,16	37.167,74	78.795,61	52.034,84
25014	Eigenbrakel	1.311.474,78	168.618,19	156.127,95	330.991,25	218.579,13
25015	Kasteelbrakel	411.515,76	52.909,17	48.989,97	103.858,74	68.585,96
25117	Chastre	475.547,52	61.141,82	56.612,80	120.019,14	79.257,92
25018	Chaumont- Gistoux	444.225,36	57.114,69	52.883,97	112.114,02	74.037,56
25023	Court-Saint- Etienne	419.695,62	53.960,87	49.963,76	105.923,18	69.949,27
25031	Genepiën	749.207,76	96.326,71	89.191,40	189.085,77	124.867,96
25037	Graven	572.451,78	73.600,95	68.149,02	144.475,93	95.408,63
25118	Hélécine	206.265,66	26.519,87	24.555,44	52.057,52	34.377,61
25043	Incourt	468.894,78	60.286,47	55.820,81	118.340,11	78.149,13
25044	Itter	469.836,36	60.407,53	55.932,90	118.577,75	78.306,06
25048	Jodoigne	439.625,52	56.523,29	52.336,37	110.953,11	73.270,92
25050	Terhulpen	240.607,98	30.935,31	28.643,81	60.724,87	40.101,33
25119	Lasne	532.543,02	68.469,82	63.397,98	134.403,71	88.757,17
25068	Mont-Saint- Guibert	319.713,42	41.106,01	38.061,12	80.689,58	53.285,57
25072	Nijvel	1.009.986,54	129.855,41	120.236,49	254.901,36	168.331,09

25120	Orp-Jauche	604.848,06	77.766,19	72.005,72	152.652,13	100.808,01	80.646,41	120.969,60
25121	Ottignies - Louvain-la-Neuve	1.194.777,60	153.614,26	142.235,43	301.539,11	199.129,60	159.303,68	238.955,52
25084	Perwez	579.401,70	74.494,50	68.976,39	146.229,95	96.566,95	77.253,56	115.880,35
25122	Ramillies	444.208,92	57.112,58	52.882,01	112.109,87	74.034,82	59.227,86	88.841,78
25123	Rebecq	553.319,58	71.141,09	65.871,38	139.647,32	92.219,93	73.775,94	110.663,92
25091	Rixensart	771.545,94	99.198,76	91.850,71	194.723,50	128.590,99	102.872,79	154.309,19
25105	Tubeke	1.064.037,18	136.804,78	126.671,09	268.542,72	177.339,53	141.871,62	212.807,44
25107	Villers-la-Ville	708.817,86	91.133,72	84.383,08	178.892,13	118.136,31	94.509,05	141.763,57
25124	Walhain	433.625,22	55.751,81	51.622,05	109.438,75	72.270,87	57.816,70	86.725,04
25110	Waterloo	966.876,78	124.312,73	115.104,38	244.021,28	161.146,13	128.916,90	193.375,36
25112	Waver	1.292.310,18	166.154,17	153.846,45	326.154,47	215.385,03	172.308,02	258.462,04
52074	Aiseau-Presles	545.288,16	70.108,48	64.915,26	137.620,35	90.881,36	72.705,09	109.057,62
56001	Anderlues	581.782,14	74.800,56	69.259,78	146.830,73	96.963,69	77.570,95	116.356,43
57003	Antoing	413.497,62	53.163,98	49.225,91	104.358,92	68.916,27	55.133,02	82.699,52
51004	Aat	1.550.566,02	199.358,49	184.591,19	391.333,33	258.427,67	206.742,14	310.113,20
56005	Beaumont	905.338,56	116.400,67	107.778,40	228.490,21	150.889,76	120.711,81	181.067,71
51008	Beloëil	803.517,96	103.309,45	95.656,90	202.792,63	133.919,66	107.135,73	160.703,59
51009	Bernissart	551.532,00	70.911,26	65.658,57	139.196,17	91.922,00	73.537,60	110.306,40
58002	Binche	1.534.449,36	197.286,35	182.672,54	387.265,79	255.741,56	204.593,25	306.889,87
53014	Bousu	790.135,86	101.588,90	94.063,79	199.415,24	131.689,31	105.351,45	158.027,17
	's-							
55004	Gravenbrakel	1.097.360,04	141.089,15	130.638,10	276.952,77	182.893,34	146.314,67	219.472,01
51012	Bruglette	286.133,58	36.788,61	34.063,52	72.214,67	47.688,93	38.151,14	57.226,71
57093	Brunehaut	556.164,66	71.506,88	66.210,08	140.365,37	92.694,11	74.155,29	111.232,93
57018	Celles	635.046,66	81.648,86	75.600,79	160.273,68	105.841,11	84.672,89	127.009,33
52010	Chapelle-Lez-Herlaimont	656.416,44	84.396,40	78.144,81	165.667,00	109.402,74	87.522,19	131.283,30

52011	Charleroi	8.789.313,72	1.130.054,62	1.046.346,87	2.218.255,37	1.464.885,62	1.171.908,50	1.757.862,74
52012	Châtelet	1.610.440,44	207.056,63	191.719,10	406.444,49	268.406,74	214.725,39	322.088,09
51014	Chièvres	485.015,58	62.359,15	57.739,95	122.408,69	80.835,93	64.668,74	97.003,12
56016	Chimay	1.303.753,08	167.625,40	155.208,70	329.042,44	217.292,18	173.833,74	260.750,62
53082	Colfontaine	1.003.195,44	128.982,27	119.428,03	253.187,42	167.199,24	133.759,39	200.639,09
57097	Komen-Waasten	627.576,54	80.688,41	74.711,49	158.388,36	104.596,09	83.676,87	125.515,32
52015	Courcelles	1.439.046,84	185.020,31	171.315,10	363.188,00	239.841,14	191.872,91	287.809,38
53020	Dour	806.653,02	103.712,53	96.030,12	203.583,86	134.442,17	107.553,74	161.330,60
55050	Ecaussinnes	565.601,40	72.720,18	67.333,50	142.747,02	94.266,90	75.413,52	113.120,28
51017	Elzée	455.789,70	58.601,53	54.260,68	115.032,64	75.964,95	60.771,96	91.157,94
51067	Edingen	600.900,36	77.258,62	71.535,76	151.655,81	100.150,06	80.120,05	120.180,06
56022	Erquelinnes	671.915,88	86.389,18	79.989,99	169.578,77	111.985,98	89.588,78	134.383,18
57027	Estaimpuis	656.625,24	84.423,25	78.169,67	165.719,70	109.437,54	87.550,03	131.325,05
58003	Estinnes	680.501,70	87.493,08	81.012,11	171.745,67	113.416,95	90.733,56	136.100,33
52018	Farciennes	560.090,58	72.011,65	66.677,45	141.356,19	93.348,43	74.678,74	112.018,12
52021	Fleurus	1.123.968,54	144.510,24	133.805,78	283.668,25	187.328,09	149.862,47	224.793,71
51019	Flobecq	207.010,62	26.615,65	24.644,12	52.245,54	34.501,77	27.601,42	41.402,12
52022	Fontaine-L'Evêque	793.296,60	101.995,28	94.440,07	200.212,95	132.216,10	105.772,88	158.659,32
53028	Frameries	935.066,16	120.222,79	111.317,40	235.992,89	155.844,36	124.675,49	187.013,23
51065	Frasnes-lez-Anvaing	1.215.819,30	156.319,62	144.740,39	306.849,63	202.636,55	162.109,24	243.163,87
56029	Froidchapelle	601.582,20	77.346,28	71.616,93	151.827,89	100.263,70	80.210,96	120.316,44
52025	Gerpigny	771.004,68	99.129,17	91.786,27	194.586,90	128.500,78	102.800,62	154.200,94
	Ham-sur-Heure-Nalinnes	717.716,82	92.277,88	85.442,48	181.138,05	119.619,47	95.695,58	143.543,36
53039	Hensies	315.857,82	40.610,29	37.602,12	79.716,50	52.642,97	42.114,38	63.171,56
53083	Honnelles	409.989,12	52.712,89	48.808,23	103.473,44	68.331,52	54.665,22	81.997,82

53044	Jurbelé	640.149,48	82.304,93	76.208,27	161.561,54	106.691,58	85.353,26	128.029,90
58001	La Louvière	3.477.684,18	447.130,82	414.010,02	877.701,25	579.614,03	463.691,22	695.536,84
55035	Le Roeulx	333.394,80	42.865,05	39.689,86	84.142,50	55.565,80	44.452,64	66.678,95
53046	Lens	488.631,54	62.824,06	58.170,42	123.321,29	81.438,59	65.150,87	97.726,31
52075	Les Bons Villers	506.237,76	65.087,71	60.266,40	127.764,77	84.372,96	67.498,37	101.247,55
51069	Lessen	1.072.426,26	137.883,38	127.669,79	270.659,96	178.737,71	142.990,17	214.485,25
57094	Leuze-en- Hainaut	871.303,02	112.024,67	103.726,55	219.900,29	145.217,17	116.173,74	174.260,60
56044	Lobbes	292.166,82	37.564,31	34.781,76	73.737,34	48.694,47	38.955,58	58.433,36
55086	Manage	818.215,50	105.199,14	97.406,61	206.502,00	136.369,25	109.095,40	163.643,10
56049	Merbes-le- Château	342.568,38	44.044,51	40.781,95	86.457,73	57.094,73	45.675,78	68.513,68
56051	Momignies	853.106,10	109.685,07	101.560,25	215.307,73	142.184,35	113.747,48	170.621,22
53053	Bergen	3.610.503,30	464.207,57	429.821,82	911.222,26	601.750,55	481.400,44	722.100,66
57095	Mont-de l'Enclus	298.836,84	38.421,88	35.575,81	75.420,73	49.806,14	39.844,91	59.767,37
52048	Montigny-le- Tilleul	397.686,96	51.131,18	47.343,69	100.368,60	66.281,16	53.024,93	79.537,40
58004	Morlanwelz	798.381,78	102.649,09	95.045,45	201.496,35	133.063,63	106.450,90	159.676,36
57096	Moeskroen	2.374.277,82	305.264,29	282.652,12	599.222,50	395.712,97	316.570,38	474.855,56
57062	Pecq	426.263,28	54.805,28	50.745,63	107.580,73	71.043,88	56.835,10	85.252,66
57064	Péruwelz	1.077.002,22	138.471,71	128.214,55	271.814,85	179.500,37	143.600,30	215.400,44
52055	Pont-à-Celles	906.348,48	116.530,52	107.898,63	228.745,09	151.058,08	120.846,46	181.269,70
53065	Quaregnon	755.909,52	97.188,37	89.989,23	190.777,16	125.984,92	100.787,94	151.181,90
53084	Quévy	792.646,26	101.911,66	94.362,65	200.048,82	132.107,71	105.686,17	158.529,25
53068	Quiévrain	395.557,56	50.857,40	47.090,19	99.831,19	65.926,26	52.741,01	79.111,51
57072	Rumes	243.222,00	31.271,40	28.955,00	61.384,60	40.537,00	32.429,60	48.644,40
53070	Saint-Ghislain	1.020.452,34	131.201,02	121.482,42	257.542,73	170.075,39	136.060,31	204.090,47
55085	Seneffe	716.147,82	92.076,15	85.255,69	180.742,07	119.357,97	95.486,38	143.229,56

51068	Silly	554.538,24	71.297,77	66.016,46	139.954,89	92.423,04	73.938,43	110.907,65
56088	Sivry-Rance	571.025,94	73.417,62	67.979,28	144.116,07	95.170,99	76.136,79	114.205,19
55040	Zinnik	1.537.466,34	197.674,24	183.031,71	388.027,22	256.244,39	204.995,51	307.493,27
56078	Thuin	1.098.053,16	141.178,26	130.720,61	277.127,70	183.008,86	146.407,09	219.610,64
57081	Doornik	3.453.016,62	443.959,28	411.073,41	871.475,62	575.502,77	460.402,22	690.603,32
61003	Amay	614.017,92	78.945,16	73.097,37	154.966,43	102.336,32	81.869,06	122.803,58
62003	Ans	1.204.976,64	154.925,57	143.449,60	304.113,15	200.829,44	160.663,55	240.995,33
61079	Anthisnes	369.844,26	47.551,40	44.029,08	93.341,65	61.640,71	49.312,57	73.968,85
63003	Aubel	435.000,72	55.928,66	51.785,80	109.785,90	72.500,12	58.000,10	87.000,14
62006	Awans	438.607,08	56.392,34	52.215,13	110.696,07	73.101,18	58.480,94	87.721,42
62009	Aywaille	1.327.908,96	170.731,15	158.084,40	335.138,93	221.318,16	177.054,53	265.581,79
63004	Baelen	340.456,62	43.772,99	40.530,55	85.924,77	56.742,77	45.394,22	68.091,32
62011	Bitsingen	559.895,58	71.986,57	66.654,24	141.306,98	93.315,93	74.652,74	111.979,12
64008	Berloz	184.589,88	23.732,98	21.974,99	46.586,97	30.764,98	24.611,98	36.917,98
62015	Beyne-Heusay	472.083,60	60.696,46	56.200,43	119.144,91	78.680,60	62.944,48	94.416,72
62119	Blegny	504.262,26	64.833,72	60.031,22	127.266,19	84.043,71	67.234,97	100.852,45
64015	Braives	493.103,52	63.399,02	58.702,80	124.449,94	82.183,92	65.747,14	98.620,70
61010	Burdinne	298.553,64	38.385,47	35.542,10	75.349,25	49.758,94	39.807,15	59.710,73
62022	Chaudfontaine	717.255,90	92.218,62	85.387,61	181.021,73	119.542,65	95.634,12	143.451,17
61012	Clavier	510.727,62	65.664,98	60.800,91	128.897,92	85.121,27	68.097,02	102.145,52
62026	Comblain-au-Pont	413.099,82	53.112,83	49.178,55	104.258,53	68.849,97	55.079,98	82.619,96
64021	Crisnée	229.789,62	29.544,38	27.355,91	57.994,52	38.298,27	30.638,62	45.957,92
62027	Dalhem	406.487,70	52.262,70	48.391,39	102.589,75	67.747,95	54.198,36	81.297,55
63020	Dison	719.694,18	92.532,11	85.677,88	181.637,10	119.949,03	95.959,22	143.938,84
64023	Doneceel	272.366,82	35.018,59	32.424,62	68.740,20	45.394,47	36.315,58	54.473,36
61080	Engis	363.167,34	46.692,94	43.234,21	91.656,52	60.527,89	48.422,31	72.633,47
62032	Esneux	571.603,86	73.491,92	68.048,08	144.261,93	95.267,31	76.213,85	114.320,77
64076	Faimes	276.644,52	35.568,58	32.933,87	69.819,81	46.107,42	36.885,94	55.328,90

61019	Ferrières	729.327,00	93.770,61	86.824,64	184.068,24	121.554,50	97.243,60	145.865,41
64025	Fexhe-le-Haut-Clocher	242.114,22	31.128,97	28.823,12	61.105,02	40.352,37	32.281,90	48.422,84
62120	Flémalle	1.371.548,46	176.341,94	163.279,58	346.152,71	228.591,41	182.873,13	274.309,69
62038	Fléron	618.009,54	79.458,37	73.572,56	155.973,84	103.001,59	82.401,27	123.601,91
64029	Geer	239.196,90	30.753,89	28.475,82	60.368,74	39.866,15	31.892,92	47.839,38
62118	Grâce-Hollogne	996.323,64	128.098,75	118.609,96	251.453,11	166.053,94	132.843,15	199.264,73
61024	Hamoir	373.274,94	47.992,49	44.437,49	94.207,48	62.212,49	49.769,99	74.655,00
64034	Hannuit	1.040.983,14	133.840,69	123.926,56	262.724,32	173.497,19	138.797,75	208.196,63
61028	Héron	403.565,64	51.887,01	48.043,53	101.852,28	67.260,94	53.808,75	80.713,13
62051	Herstal	1.686.930,84	216.891,11	200.825,10	425.749,21	281.155,14	224.924,11	337.386,17
63035	Herve	973.323,78	125.141,63	115.871,88	245.648,38	162.220,63	129.776,50	194.664,76
61031	Hoei	827.436,06	106.384,64	98.504,29	208.829,10	137.906,01	110.324,81	165.487,21
63038	Jahay	735.727,86	94.593,58	87.586,65	185.683,70	122.621,31	98.097,05	147.145,57
62060	Juprelle	472.053,84	60.692,64	56.196,89	119.137,40	78.675,64	62.940,51	94.410,76
62063	Luik	7.872.965,04	1.012.238,36	937.257,74	1.986.986,41	1.312.160,84	1.049.728,67	1.574.593,02
63045	Lierneux	1.084.318,44	139.412,37	129.085,53	273.661,32	180.719,74	144.575,79	216.863,69
63046	Limbourg	358.341,66	46.072,50	42.659,72	90.438,61	59.723,61	47.778,89	71.668,33
64047	Lincent	190.333,38	24.471,43	22.658,74	48.036,52	31.722,23	25.377,78	38.066,68
63049	Malmedy	976.027,50	125.489,25	116.193,75	246.330,75	162.671,25	130.137,00	195.205,50
61039	Marchin	477.097,08	61.341,05	56.797,27	120.410,22	79.516,18	63.612,94	95.419,42
61041	Modave	362.498,58	46.606,96	43.154,59	91.487,74	60.416,43	48.333,14	72.499,72
61043	Nandrin	435.738,30	56.023,50	51.873,61	109.972,05	72.623,05	58.098,44	87.147,65
62121	Neupré	386.645,70	49.711,59	46.029,25	97.582,01	64.440,95	51.552,76	77.329,14
63057	Oline	247.842,42	31.865,45	29.505,05	62.550,71	41.307,07	33.045,66	49.568,48
64056	Oreye	231.153,96	29.719,79	27.518,33	58.338,86	38.525,66	30.820,53	46.230,79
61048	Ouffet	294.291,96	37.837,54	35.034,76	74.273,69	49.048,66	39.238,93	58.858,38
62079	Oupeye	1.015.768,62	130.598,82	120.924,84	256.360,65	169.294,77	135.435,82	203.153,72

63058	Pepinster	513.841,86	66.065,38	61.171,65	129.683,90	85.640,31	68.512,25	102.768,37
63088	Plombières	727.333,74	93.514,34	86.587,35	183.565,18	121.222,29	96.977,83	145.466,75
64063	Remicourt	304.885,98	39.199,63	36.295,95	76.947,41	50.814,33	40.651,46	60.977,20
64065	Saint-Georges-sur-Meuse	352.131,42	45.274,04	41.920,41	88.871,26	58.688,57	46.950,86	70.426,28
62093	Saint-Nicolas	1.055.440,62	135.699,51	125.647,69	266.373,11	175.906,77	140.725,42	211.088,12
62096	Seraing	2.722.977,78	350.097,14	324.164,02	687.227,73	453.829,63	363.063,70	544.595,56
62099	Soumagne	716.857,08	92.167,34	85.340,13	180.921,07	119.476,18	95.580,94	143.371,42
63072	Spa	596.001,84	76.628,81	70.952,60	150.419,51	99.333,64	79.466,91	119.200,37
62100	Sprimont	1.038.453,84	133.515,49	123.625,46	262.085,97	173.075,64	138.460,51	207.690,77
63073	Stavelot	848.857,32	109.138,80	101.054,44	214.235,42	141.476,22	113.180,98	169.771,46
63075	Stoumont	1.145.060,64	147.222,08	136.316,74	288.991,49	190.843,44	152.674,75	229.012,14
63076	Theux	946.610,94	121.707,12	112.691,78	238.906,57	157.768,49	126.214,79	189.322,19
63089	Thimister-Clermont	393.780,18	50.628,88	46.878,59	99.382,62	65.630,03	52.504,02	78.756,04
61081	Tinlot	225.310,14	28.968,45	26.822,64	56.863,99	37.551,69	30.041,35	45.062,02
63086	Trois-Ponts	722.136,24	92.846,09	85.968,60	182.253,43	120.356,04	96.284,83	144.427,25
62122	Trooz	420.138,00	54.017,74	50.016,43	106.034,83	70.023,00	56.018,40	84.027,60
61063	Verlaine	262.528,98	33.753,73	31.253,45	66.257,31	43.754,83	35.003,86	52.505,80
63079	Verviers	2.152.545,18	276.755,81	256.255,38	543.261,40	358.757,53	287.006,02	430.509,04
61068	Villers-le-Bouillet	397.077,90	51.052,87	47.271,18	100.214,90	66.179,65	52.943,72	79.415,58
62108	Wezet	773.450,82	99.443,68	92.077,48	195.204,25	128.908,47	103.126,78	154.690,16
63080	Weismes	596.666,10	76.714,21	71.031,68	150.587,16	99.444,35	79.555,48	119.333,22
61072	Wanze	661.806,60	85.089,42	78.786,50	167.027,38	110.301,10	88.240,88	132.361,32
64074	Borgworm	678.797,34	87.273,94	80.809,21	171.315,52	113.132,89	90.506,31	135.759,47
64075	Wasseiges	256.380,66	32.963,23	30.521,51	64.705,60	42.730,11	34.184,09	51.276,12
63084	Welkenraedt	464.116,20	59.672,08	55.251,93	117.134,09	77.352,70	61.882,16	92.823,24
63001	Amblève	636.641,70	81.853,93	75.790,68	160.676,24	106.106,95	84.885,56	127.328,34

63012	Büllingen	1.404.177,54	180.537,11	167.163,99	354.387,66	234.029,59	187.223,67	280.835,52
63087	Burg-Reuland	583.715,82	75.049,18	69.489,98	147.318,75	97.285,97	77.828,78	116.743,16
63013	Butgenbach	352.834,20	45.364,40	42.004,07	89.048,63	58.805,70	47.044,56	70.566,84
63023	Eupen	749.949,06	96.422,02	89.279,65	189.272,86	124.991,51	99.993,21	149.989,81
63040	Kelmis	474.892,74	61.057,64	56.534,85	119.853,88	79.148,79	63.319,03	94.978,55
63048	Lontzen	295.479,30	37.990,20	35.176,11	74.573,35	49.246,55	39.397,24	59.095,85
63061	Raeren	463.754,52	59.625,58	55.208,87	117.042,81	77.292,42	61.833,94	92.750,90
63067	Sankt-Vith	721.884,18	92.813,68	85.938,59	182.189,82	120.314,03	96.251,22	144.376,84
81001	Aarlen	1.194.460,50	153.573,49	142.197,68	301.459,08	199.076,75	159.261,40	238.892,10
81003	Attert	344.879,64	44.341,67	41.057,10	87.041,05	57.479,94	45.983,95	68.975,93
81004	Aubange	759.473,58	97.646,60	90.413,52	191.676,67	126.578,93	101.263,14	151.894,72
82003	Bastenaken	1.364.823,42	175.477,30	162.478,98	344.455,43	227.470,57	181.976,46	272.964,68
82005	Bertogne	452.207,76	58.141,00	53.834,26	114.128,63	75.367,96	60.294,37	90.441,54
84009	Bertrix	963.897,66	123.929,70	114.749,72	243.269,41	160.649,61	128.519,69	192.779,53
84010	Bouillon	850.826,70	109.392,00	101.288,89	214.732,45	141.804,45	113.443,56	170.165,35
85007	Chimy	555.311,46	71.397,19	66.108,51	140.150,04	92.551,91	74.041,53	111.062,28
84016	Daverdisse	329.532,06	42.368,41	39.230,01	83.167,62	54.922,01	43.937,61	65.906,40
83012	Durbuy	1.136.164,44	146.078,29	135.257,67	286.746,26	189.360,74	151.488,59	227.232,89
83013	Erezée	417.619,74	53.693,97	49.716,64	105.399,27	69.603,29	55.682,63	83.523,94
85009	Etalle	413.084,70	53.110,89	49.176,75	104.254,71	68.847,45	55.077,96	82.616,94
82009	Fauvillers	248.427,06	31.940,62	29.574,65	62.698,26	41.404,51	33.123,61	49.685,41
85011	Florenville	703.858,50	90.496,09	83.792,68	177.640,48	117.309,75	93.847,80	140.771,70
82037	Gouvy	952.948,92	122.522,00	113.446,30	240.506,16	158.824,82	127.059,86	190.589,78
85046	Habay	495.645,12	63.725,80	59.005,37	125.091,39	82.607,52	66.086,02	99.129,02
84029	Herbeumont	315.004,56	40.500,59	37.500,54	79.501,15	52.500,76	42.000,61	63.000,91
83028	Hotton	425.067,48	54.651,53	50.603,27	107.278,94	70.844,58	56.675,66	85.013,50
82014	Houffalize	742.652,16	95.483,85	88.410,97	187.431,26	123.775,36	99.020,29	148.530,43
83031	La Roche-en-Ardenne	818.967,48	105.295,82	97.496,13	206.691,79	136.494,58	109.195,66	163.793,50

84033	Léglise	635.657,16	81.727,35	75.673,47	160.427,76	105.942,86	84.754,29	127.131,43
84035	Libin	852.521,40	109.609,89	101.490,64	215.160,16	142.086,90	113.669,52	170.504,29
84077	Libramont-Chevigny	1.227.423,48	157.811,59	146.121,84	309.778,31	204.570,58	163.656,46	245.484,70
83055	Manhay	525.429,06	67.555,16	62.551,08	132.608,29	87.571,51	70.057,21	105.085,81
83034	Marche-en-Famenne	1.178.306,88	151.496,60	140.274,63	297.382,21	196.384,48	157.107,58	235.661,38
81013	Martelange	96.257,64	12.375,98	11.459,24	24.293,59	16.042,94	12.834,35	19.251,54
85024	Meix-devant-Virton	328.150,44	42.190,77	39.065,53	82.818,92	54.691,74	43.753,39	65.630,09
81015	Messancy	413.705,22	53.190,67	49.250,62	104.411,32	68.950,87	55.160,70	82.741,04
85026	Musson	269.677,26	34.672,79	32.104,44	68.061,40	44.946,21	35.956,97	53.935,45
83040	Nassogne	628.276,08	80.778,35	74.794,77	158.564,92	104.712,68	83.770,14	125.655,22
84043	Neufchâteau	736.064,46	94.636,86	87.626,72	185.768,65	122.677,41	98.141,93	147.212,89
84050	Paliseul	855.487,14	109.991,20	101.843,71	215.908,66	142.581,19	114.064,95	171.097,43
83044	Rendeux	383.075,34	49.252,54	45.604,21	96.680,92	63.845,89	51.076,71	76.615,07
85047	Rouvroy	212.156,04	27.277,21	25.256,67	53.544,14	35.359,34	28.287,47	42.431,21
82038	Sainte-Ode	324.409,74	41.709,82	38.620,21	81.874,84	54.068,29	43.254,63	64.881,95
84059	Saint-Hubert	583.539,36	75.026,49	69.468,97	147.274,22	97.256,56	77.805,25	116.707,87
85034	Saint-Léger	231.635,64	29.781,73	27.575,67	58.460,42	38.605,94	30.884,75	46.327,13
84068	Tellin	336.068,52	43.208,81	40.008,16	84.817,29	56.011,42	44.809,14	67.213,70
83049	Tenneville	399.798,72	51.402,69	47.595,09	100.901,58	66.633,12	53.306,50	79.959,74
85039	Tintigny	386.852,76	49.738,21	46.053,90	97.634,27	64.475,46	51.580,37	77.370,55
82036	Vaux-sur-Sûre	645.404,82	82.980,62	76.833,91	162.887,88	107.567,47	86.053,98	129.080,96
82032	Vielsalm	772.738,86	99.352,14	91.992,72	195.024,57	128.789,81	103.031,85	154.547,77
85045	Virton	703.569,36	90.458,92	83.758,26	177.567,51	117.261,56	93.809,25	140.713,86
84075	Wellin	369.182,88	47.466,37	43.950,34	93.174,73	61.530,48	49.224,38	73.836,58
92003	Andenne	1.344.335,52	172.843,14	160.039,94	339.284,68	224.055,92	179.244,74	268.867,10
91005	Anhée	523.357,08	67.288,77	62.304,41	132.085,36	87.226,18	69.780,94	104.671,42

92006	Assesse	744.949,56	95.779,23	88.684,47	188.011,08	124.158,26	99.326,61	148.989,91
91013	Beauraing	1.547.273,46	198.935,16	184.199,22	390.502,35	257.878,91	206.303,13	309.454,69
91015	Bievre	387.480,90	49.818,97	46.128,68	97.792,80	64.580,15	51.664,12	77.496,18
93010	Cerfontaine	599.380,86	77.063,25	71.354,86	151.272,31	99.896,81	79.917,45	119.876,18
91030	Ciney	1.442.374,32	185.448,13	171.711,23	364.027,80	240.395,72	192.316,58	288.474,86
93014	Couvin	1.460.610,84	187.792,82	173.882,24	368.630,35	243.435,14	194.748,11	292.122,18
91034	Dinant	1.084.402,44	139.423,17	129.095,53	273.682,52	180.733,74	144.586,99	216.880,49
93018	Doische	500.827,44	64.392,10	59.622,31	126.399,31	83.471,24	66.776,99	100.165,49
92035	Eghezée	973.106,16	125.113,65	115.845,97	245.593,46	162.184,36	129.747,49	194.621,23
92138	Fernelmont	596.020,32	76.631,18	70.954,80	150.424,18	99.336,72	79.469,38	119.204,06
92045	Floreffe	412.743,06	53.066,96	49.136,08	104.168,49	68.790,51	55.032,41	82.548,61
93022	Florennes	1.076.293,14	138.380,55	128.130,14	271.635,89	179.382,19	143.505,75	215.258,62
92048	Fosses-la-Ville	928.385,58	119.363,86	110.522,09	234.306,84	154.730,93	123.784,74	185.677,12
91054	Gedinne	711.022,62	91.417,19	84.645,55	179.448,57	118.503,77	94.803,02	142.204,52
92142	Gembloux	1.153.342,08	148.286,84	137.302,63	291.081,57	192.223,68	153.778,94	230.668,42
92054	Gesves	527.826,96	67.863,47	62.836,54	133.213,47	87.971,16	70.376,93	105.565,39
91059	Hamois	566.267,58	72.805,83	67.412,81	142.915,15	94.377,93	75.502,34	113.253,52
91142	Hastière	535.606,02	68.863,63	63.762,62	135.176,76	89.267,67	71.414,14	107.121,20
91064	Havelange	522.698,22	67.204,06	62.225,98	131.919,07	87.116,37	69.693,10	104.539,64
91072	Houyet	831.917,28	106.960,79	99.037,77	209.960,08	138.652,88	110.922,30	166.383,46
92140	Jemeppe-sur-Sambre	871.228,08	112.015,04	103.717,63	219.881,37	145.204,68	116.163,74	174.245,62
92141	La Bruyère	502.772,94	64.642,24	59.853,92	126.890,31	83.795,49	67.036,39	100.554,59
92087	Mettet	1.058.655,18	136.112,81	126.030,38	267.184,40	176.442,53	141.154,02	211.731,04
92094	Namen	5.613.128,16	721.687,91	668.229,54	1.416.646,63	935.521,36	748.417,09	1.122.625,63
92097	Ohey	646.127,70	83.073,56	76.919,96	163.070,32	107.687,95	86.150,36	129.225,55
91103	Onhaye	453.554,40	58.314,14	53.994,57	114.468,49	75.592,40	60.473,92	90.710,88
93056	Philippeville	1.178.054,28	151.464,12	140.244,56	297.318,46	196.342,38	157.073,90	235.610,86
92101	Profondenville	641.971,38	82.539,18	76.425,16	162.021,35	106.995,23	85.596,18	128.394,28

91114	Rochefort	1.077.523,50	138.538,74	128.276,61	271.946,41	179.587,25	143.669,80	215.504,69
92137	Sambreville	1.175.027,04	151.074,91	139.884,17	296.554,44	195.837,84	156.670,27	235.005,41
92114	Sombreffe	511.503,12	65.764,69	60.893,23	129.093,64	85.250,52	68.200,42	102.300,62
91120	Somme-Leuze	952.208,46	122.426,80	113.358,15	240.319,28	158.701,41	126.961,13	190.441,69
93090	Viroinval	709.012,68	91.158,77	84.406,27	178.941,30	118.168,78	94.535,02	141.802,54
	Vresse-sur-Semois							
91143	743.944,50	95.650,01	88.564,82	187.757,42	123.990,75	99.192,60	148.788,90	
93088	Walcourt	1.306.189,74	167.938,68	155.498,78	329.657,41	217.698,29	174.158,63	261.237,95
91141	Yvoir	509.392,50	65.493,32	60.641,96	128.560,96	84.898,75	67.918,99	101.878,52

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 november 2023 houdende overgangsmaatregelen voor de programmering 2022-2024 van het Gemeentelijk Investeringsplan voor Actieve Mobiliteit en Intermodaliteit.

Namen, 23 november 2023.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

Ph.HENRY